

Ethiopie à la croisée des chemins :

l'Empire de Sélassié

MOHAMED HASSAN / GREGOIRE LALIEU



Voilà plus d'un an que des manifestants défient le gouvernement éthiopien sous les tirs à balles réelles de la police. Sans défrayer la chronique ni même susciter l'intérêt des chancelleries occidentales promptes à promouvoir la démocratie partout dans le monde. « L'Éthiopie brûle », nous prévient Mohamed Hassan. Pour notre spécialiste de la Corne de l'Afrique, ancien diplomate éthiopien, les jours du gouvernement sont comptés. Pour le meilleur ou pour le pire. La chute du régime est une opportunité de voir les Éthiopiens construire un véritable État démocratique. Mais le pays pourrait tout aussi bien implorer dans des combats interethniques. L'Éthiopie est à la croisée des chemins. Après nous avoir fait traverser le Moyen-Orient et l'Afrique de l'Est dans la *Stratégie du chaos* et *Jihad made in USA*, Mohamed Hassan nous emmène dans son pays, l'Éthiopie. Cette première partie porte sur l'Empire de Hailé Sélassié. Quelle réalité cachait le mythe du « roi des rois » ? Comment le seul pays d'Afrique à ne pas avoir été colonisé est-il devenu une caricature de néocolonie ? Pourquoi Mohamed Hassan voulait-il changer de nom lorsqu'il était enfant ? Retour sur un empire qui a alimenté bien des fantasmes...

Vous dites que l'Éthiopie est en train de brûler dans l'indifférence quasi générale. Pourquoi tirez-vous la sonnette d'alarme ?

Voilà près d'un an que des manifestants défient l'autorité du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), le parti qui domine la coalition au pouvoir. La répression est terrible. Des centaines de personnes y ont déjà laissé leur vie, mais la contestation continue à se répandre dans le pays comme une trainée de poudre. Le TPLF tient les rênes de l'Éthiopie depuis 1991. À travers la coalition du Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens (EPRDF), il s'est octroyé la totalité des sièges du Parlement lors des dernières élections législatives. Mais les gens en ont plus qu'assez de cette dictature, du manque de libertés et, surtout, des conditions de vie terribles. Les dirigeants corrompus du TPLF bradent les richesses de ce beau pays qu'est l'Éthiopie et laissent le peuple crever de faim. La situation est devenue explosive. Les premières manifestations sont parties de la région Oromo avant de gagner la communauté Amhara. La colère des Éthiopiens a ensuite éclaté dans la capitale Addis-Abeba. Le Premier ministre Haile Mariam Dessalegn a fait couper Internet avant d'autoriser la police à utiliser « *tous les moyens nécessaires* » pour réprimer ces manifestations qui « *menacent l'unité du pays* ». Getachew Metaferia, professeur de sciences politiques à l'université Morgan State aux États-Unis, décrit ainsi la situation : « *Il n'y a pas de discussion fondamentale avec le peuple, pas de dialogue... Le niveau de frustration augmente. Je ne pense pas qu'il y aura un retour à la normale.* »[\[1\]](#)

Le gouvernement à la tête du deuxième pays le plus peuplé d'Afrique serait-il sur le point de tomber ?

Les jours du TPLF sont comptés. Les Oromo et les Amhara lui reprochent de monopoliser le pouvoir alors que les Tigré ne représentent que 6 % de la population. De fait, le TPLF a joué la carte de la division ethnique pour imposer sa suprématie. Et la communauté Tigré en est elle-même victime car seuls quelques privilégiés corrompus profitent de la mainmise du TPLF. La possible chute du gouvernement représente donc une opportunité, mais aussi un danger pour l'Éthiopie. Ce pays n'a connu que des dictatures. Aujourd'hui, il peut entrevoir l'occasion de construire un véritable État démocratique où tous les citoyens auront les mêmes droits et où les richesses serviront à rencontrer les besoins fondamentaux de la population. Mais le défi est de taille. Le TPLF a imposé un fédéralisme ethnique en Éthiopie, si bien que les mouvements d'opposition reposent pour la plupart sur des bases communautaires. Le danger de voir le pays implorer est donc réel. En fait, l'Éthiopie est à un carrefour. Si les manifestants et les partis d'opposition parviennent à unir leurs forces sur une base démocratique, l'Éthiopie sera un paradis sur terre. S'ils échouent, l'Éthiopie pourrait tout simplement disparaître.

Les Éthiopiens sont dans la rue, le gouvernement fait tirer sur les manifestants, les opposants politiques sont jetés en prison, les accès à Internet sont coupés, la répression se durcit... Voilà un contexte qui rappelle furieusement celui des « printemps arabes ». Pourtant, l'Éthiopie ne fait pas la une des médias. Et nos chanceliers ne se bousculent pas pour soutenir la démocratie dans ce pays d'Afrique. Pourquoi ?

Les journalistes étaient peut-être trop occupés avec le burkini et les Jeux olympiques. Ou alors, ils attendent que les services de presse de l'Otan mettent le sujet sur la table. Dans ce cas, ils pourront attendre longtemps. Les Etats-Unis ne vont pas intervenir en Éthiopie pour aider ceux qui aspirent à la démocratie comme ils ont prétendu le faire en Libye ou en Syrie. La relation qui unit Washington à Addis-Abeba, si elle a connu des hauts et des bas, est historique. C'est par l'Éthiopie que les Etats-Unis ont mis un premier pied en Afrique alors que le continent était colonisé par les puissances européennes. L'Éthiopie est ainsi devenue un allié stratégique de l'impérialisme US. Depuis de nombreuses années, le TPLF joue pour Washington le rôle de gendarme dans la Corne de l'Afrique. Il est intervenu militairement dans des pays hostiles à son employeur comme la Somalie, l'Érythrée ou le Soudan. Mais malheureusement pour lui, Obama n'a pas de plan B en Éthiopie pour remplacer ce régime aux abois. Ce n'est pas comme en Tunisie ou en Égypte où les Etats-Unis avaient d'autres coups à jouer pour remplacer leurs alliés historiques. Même si tout ne se passe pas comme prévu. Ce n'est pas non plus comme en Libye et en Syrie où Washington voulait se débarrasser des dirigeants en place. L'utilité du TPLF et l'absence d'alternatives expliquent donc la grande réserve d'Obama sur les événements qui secouent le pays. L'Éthiopie révèle ainsi les véritables motivations des Etats-Unis. Vous remarquerez qu'il n'y a que dans les pays qui leurs sont hostiles que les Etats-Unis soutiennent des « révolutions ». Chez leurs alliés, ils s'accommodent des pires dictateurs.

Les Éthiopiens sont passés aux urnes l'an dernier et les élections se sont soldées par une victoire sans appel de la coalition au pouvoir. Le Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens (EPRDF) a remporté la totalité des sièges. Comment expliquez-vous ce résultat ?

Ces élections n'avaient aucun enjeu. Elles devaient simplement permettre de formaliser le règne sans partage du TPLF qui utilise la coalition au pouvoir pour avancer masqué, même si personne n'est dupe. Autrefois indépendantiste, le TPLF vient d'une région du sud de l'Éthiopie, à la frontière avec le Soudan et l'Érythrée. Il a participé au renversement de la junte militaire en 1991. Son leader, Meles Zenawi, a ensuite imposé d'une main de fer son hégémonie sur tout le pays jusqu'à sa mort en 2012. Les élections de l'an dernier ont simplement permis de confirmer officiellement dans ses fonctions le successeur

de Zenawi, Haile Mariam Dessalegn. C'est le TPLF qui est réellement aux manettes en Éthiopie. L'EPRDF n'est qu'une coalition fantoche qui sert à masquer la mainmise d'une minorité sur tout le pays.

La répression des opposants politiques et le boycott d'une partie de l'opposition expliquent ce résultat ubuesque. On peut dire que le TPLF a tiré les enseignements du scrutin de 2005. Cette année-là, sous la pression de ses parrains occidentaux, le parti au pouvoir avait voulu montrer un visage démocratique et s'était plus ou moins prêté honnêtement au jeu des élections. Résultat des courses : le TPLF avait perdu. Il avait légèrement entrebâillé la fenêtre, le vent s'était introduit et avait failli tout détruire dans la maison. Finalement, au nom de la réconciliation nationale, le TPLF avait repris la main et écrasé l'opposition avec la bienveillance de l'Union européenne et des Etats-Unis. Des opposants politiques, notamment ceux qui avaient réellement gagné les élections, ont été emprisonnés ou contraints à l'exil. Un nouveau parti politique s'est ainsi créé, Ginbot 7 qui veut dire « 7 mai », en souvenir de cette triste date des élections de 2005. On retrouve dans ce parti des victimes malheureuses du scrutin qui ont tiré les enseignements de cette amère expérience. Puisque le régime est incapable de reconnaître sa défaite et qu'il jouit du soutien des Occidentaux pour réprimer les opposants, aucun changement n'est possible en Éthiopie par la voie démocratique. Ginbot 7 s'est donc associé à un autre mouvement, le Front patriotique du peuple éthiopien, qui mène la lutte armée. Quant au parti au pouvoir, après la frayeur de 2005, il n'a plus tenté le diable lors des élections suivantes. L'EPRDF a cadenassé le système politique, remportant 99,6 % des sièges en 2010 et 100 % en 2015.

Le score des dernières élections de 2015 ferait saliver n'importe quel dictateur à travers le monde. Mais la réaction de l'Union européenne est pour le moins ambiguë. Dans un communiqué, elle a timidement pointé l'arrestation de journalistes et d'opposants politiques, tout en jugeant « encourageant que le processus se soit déroulé de manière générale dans l'ordre et dans le calme ». L'Union européenne conclut qu'elle attend avec beaucoup d'intérêt de poursuivre la coopération avec le nouveau gouvernement. Plutôt paradoxal, non ?

Ce communiqué traduit toute l'hypocrisie de l'Union européenne par rapport aux élections. Après les farces de 2005 et de 2010, les observateurs européens avaient annoncé qu'ils ne couvriraient pas le scrutin de 2015, car ils savaient bien qu'il n'y aurait pas d'ouverture démocratique. Je pense que l'Union percevait que la situation en Éthiopie empirait de jour en jour et qu'il y avait des risques de révolte. Les Européens ne voulaient donc pas apporter de caution aux élections. Mais ça ne les a pas empêchés de subventionner le scrutin. Une belle mascarade donc ! On remarquera par ailleurs que le gouvernement éthiopien est

incapable d'organiser des élections dans son pays et doit faire appel à des donateurs étrangers. C'est tout de même incroyable. Pourrait-on imaginer que l'Iran ou la Russie subventionnent des élections législatives en France ou en Belgique ?

Pour le Premier ministre éthiopien, ce sont les importants projets menés par l'EPRDF qui expliquent son succès. Ces dernières années, l'Éthiopie a connu une croissance à deux chiffres. Le FMI l'a classée parmi les cinq économies les plus actives au monde.

En Éthiopie, avec le TPLF, il n'y a que la pauvreté qui a connu une croissance fulgurante. Les statistiques du PIB masquent une triste réalité. Un tiers de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté. Plus de la moitié des jeunes est analphabète. Le taux de mortalité chez les moins de cinq ans est de 41 %, la malnutrition restant la principale cause de décès. Addis-Abeba, la capitale, est devenue un bordel à ciel ouvert. La prostitution y a pris une ampleur considérable, plus que dans n'importe quelle autre ville africaine. Et elle touche même les enfants. Le Sida fait des ravages. Les quelques progrès que le pays a pu connaître en matière de santé sont principalement le fait d'ONG occidentales, le gouvernement n'étant pas en mesure de subvenir aux besoins de sa population.

Alors oui, la croissance économique a explosé. Mais elle est loin de profiter au peuple éthiopien. Un phénomène assez révélateur de ce mirage est l'accapement des terres par les multinationales de l'agro-business. Pour attirer les investisseurs, le gouvernement loue les terrains les plus fertiles à des compagnies étrangères. Elles y cultivent des produits pour l'exportation alors que l'Éthiopie n'a pas atteint la sécurité alimentaire et que la famine y fait régulièrement des ravages. Les paysans, s'ils ne sont pas exploités pour une bouchée de pain par ces multinationales, sont tout simplement expulsés et condamnés à la misère. Voilà comment le gouvernement éthiopien attire les capitaux et dope la croissance. Il brade les richesses du pays au lieu de les investir pour développer une économie nationale, la santé, l'éducation et la sécurité alimentaire. L'Éthiopie est ainsi devenue un eldorado pour les compagnies étrangères.

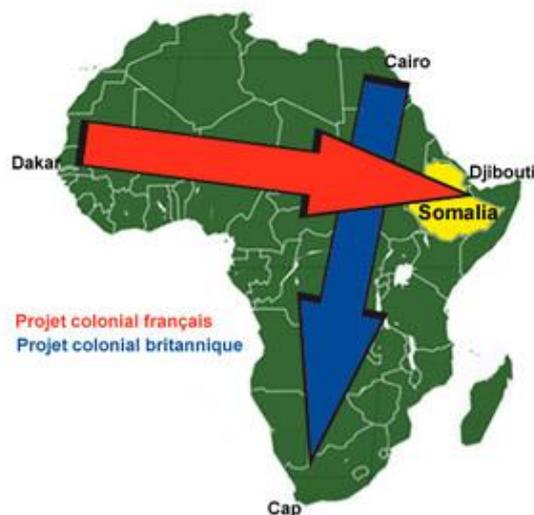
D'où viennent ces compagnies ?

De partout. Et cela peut conduire à un certain ressentiment au sein d'une grande frange de la population éthiopienne. D'après de récents sondages, il apparaît que les Etats-Unis ne sont pas appréciés, car ils soutiennent le gouvernement. Beaucoup d'Éthiopiens ne portent pas davantage la Chine dans leur cœur. Les Chinois ont pour principe de ne pas s'immiscer dans les affaires politiques des autres pays et travaillent avec n'importe quel gouvernement. Mais quand les

Éthiopiens voient la Chine investir et prêter de l'argent au TPLF, ils se disent que Pékin prolonge la vie d'un régime fantoche.

L'Éthiopie était pourtant le seul pays d'Afrique à ne pas avoir été colonisée. Comment est-elle devenue cette caricature de néocolonie ?

Pour comprendre comment le pays en est arrivé là, nous devons remonter dans l'Histoire. Un concours de circonstances a officiellement préservé l'indépendance de l'Éthiopie. En effet, au 19^e siècle, les deux principales puissances coloniales avaient chacune leur propre plan pour conquérir l'Afrique. La France voulait partir de Dakar à l'ouest pour gagner Djibouti à l'est. Mais les Britanniques ambitionnaient de relier Le Caire au nord avec le Cap au sud. Ces projets étaient inévitablement amenés à se télescoper, quelque part dans la Corne de l'Afrique. La région était alors le théâtre de luttes intestines entre des monarques locaux qui aspiraient à restaurer l'empire ancestral d'Éthiopie. Tewodoros 1^{er} avait ainsi entamé un processus d'unification des différents royaumes. Mais à sa mort, les prétendants au trône bataillaient ferme pour succéder à l'empereur. L'un d'entre eux a habilement réussi à tirer son épingle du jeu en profitant des contradictions inter-impérialistes. Ménélik était le roi du Choa, province historique où est située l'actuelle capitale Addis-Abeba. Il était parvenu à s'attirer les faveurs des Européens avec qui il commerçait. Des Italiens et des Français, Ménélik avait même obtenu des armes à feu modernes. Cela bouleversa l'équilibre des forces pour conférer au roi du Choa un avantage décisif sur ses rivaux. Ménélik a ainsi réussi à mater les provinces qui n'étaient pas encore soumises à l'autorité centrale, parachevant le processus d'unification entrepris par ses prédécesseurs. En 1889, il devint le roi des rois, l'empereur d'Éthiopie et devient Ménélik II.



Cela faisait-il l'affaire des puissances coloniales ?

Les projets d'expansion des Européens devaient entrer en contradiction dans la Corne de l'Afrique. Mais les puissances coloniales ne voulaient pas se déchirer pour ce territoire. Par ailleurs, elles pouvaient difficilement faire du business avec une Éthiopie minée par les rivalités intestines. Le processus d'unification mené par Ménélik II faisait donc l'affaire des Européens, d'autant plus que le nouvel empereur était ouvert au commerce international. Une ligne de chemin de fer a ainsi été construite entre Addis-Abeba et Djibouti. C'était la voie de pillage par laquelle les richesses d'Éthiopie étaient acheminées jusqu'à la mer pour ensuite prendre le large au profit des Européens.

L'Éthiopie a donc gardé son indépendance. Aujourd'hui encore, cette particularité historique fascine. Mais il faut relativiser. En fait, Ménélik II a colonisé la région à la place des Européens. Le processus d'unification ne s'est pas fait dans la dentelle. Dans les territoires conquis au prix de terribles luttes, les meilleures terres étaient confisquées pour être données aux soldats, les paysans étant réduits à l'état de servage. Par exemple, la campagne pour conquérir le Wolaita, une province du sud, fut particulièrement sanglante. Un journaliste européen l'avait couverte à l'époque et l'a décrite par ces mots : « *Ce fut une boucherie terrible, une débauche de chairs mortes ou vives, déchiquetées par des soldats ivres de sang. J'ai vu des endroits, qui avaient dû être l'emplacement du marché du village, couverts de cadavres dépouillés de leurs vêtements et mutilés de façon affreuse.* »^[2]

À quoi ressemblait l'Éthiopie de Ménélik II ?

L'empire de Ménélik II reposait sur trois principes cardinaux. 1. L'amharanisation. Le processus d'éthiopianisation visant à construire un État central fort était en fait synonyme d'amharanisation. Ménélik II était issu de cette ethnie chrétienne orthodoxe située au nord du pays. En bâtissant son empire, il a forcé toutes les populations conquises à adopter la culture Amhara. Certains résistaient évidemment. Mais ceux qui voulaient s'intégrer devaient se fondre dans le moule, adopter la culture de l'empereur, son alphabet, sa religion et même parfois changer de nom. « *Pour les Amhara du Choa, nous n'étions pas des hommes, raconte un historien éthiopien. Du bétail tout au plus. Ils disent qu'ils nous ont conquis parce que nous étions des barbares.* »^[3] 2. L'Éthiopie est une île chrétienne entourée d'un océan de musulmans. Même si les chrétiens orthodoxes ne représentaient pas plus de la moitié de la population et que les musulmans comptaient pour un tiers, l'islam n'avait pas sa place dans l'empire de Ménélik II. 3. Les armes à feu. Le roi du Choa n'aurait jamais pu instaurer un État central et préserver l'indépendance de l'Éthiopie sans ces équipements modernes fournis par les Européens. De manière générale, le soutien des puissances coloniales était essentiel au règne de Ménélik II. Le dirigeant

éthiopien jouait d'ailleurs de la religion pour gagner les faveurs des Occidentaux, mettant en avant cette île chrétienne que certains surnommeront l'Empire des Nègres blancs. La cour de Ménélik II regorgeait ainsi d'une foule de conseillers étrangers. L'empereur se passionnait pour ces présents que lui apportaient les Européens. Il fit par exemple introduire la bicyclette en Éthiopie, contre l'avis de l'église. Les puissances coloniales, elles, profitaient de cet État certes indépendant, mais ouvert au commerce.

Le soutien des Européens était tout de même boiteux. En 1896, l'Italie tenta de conquérir l'Éthiopie, mais essuya une sévère défaite à Adoua. Comment expliquer les prétentions italiennes et la victoire de Ménélik II ?

En Afrique, la France et la Grande-Bretagne s'étaient taillé les plus grosses parts du gâteau colonial. Cette situation alimentera d'ailleurs la frustration des Allemands et des Italiens avec comme point d'orgue, les deux guerres mondiales.

Arrivée tard dans la course au continent noir, l'Italie dut se contenter des miettes. Paris avait conquis Djibouti. Avec l'appui des Britanniques qui voulaient contenir les prétentions françaises dans la Corne de l'Afrique, l'Italie s'était accaparé la Somalie. Rome tenta ensuite d'étendre son influence à l'Éthiopie. Elle passa un traité ambigu avec Ménélik II, fraîchement couronné roi des rois. L'empereur cherchait la reconnaissance italienne pour asseoir son autorité. En échange, Rome devait obtenir l'Érythrée, cette vaste bande de terre située à l'est de l'Empire, le long de la Mer rouge.

Mais selon la version italienne du traité conclu entre les deux parties, l'Éthiopie devenait un protectorat de l'Italie. Ce que la version en Amhara du document ne disait pas du tout. Un conflit éclata donc entre Rome et Ménélik II et les Italiens tentèrent un passage en force. Pensant pouvoir venir facilement à bout de l'empereur éthiopien, un corps expéditionnaire de 20.000 soldats bien équipés et placés sous le commandement du général Baratieri débarqua en Éthiopie. C'est alors que Ménélik II lança un vibrant appel : « *Des ennemis sont maintenant venus chez nous, ruiner le pays et changer notre religion [...]. Avec l'aide de Dieu, je ne leur livrerai pas mon pays. Aujourd'hui, vous qui êtes forts, donnez-moi votre force, et vous qui êtes faibles, aidez-moi de vos prières.* » Des milliers de paysans emmenèrent ce qu'ils avaient comme armes pour venir grossir les troupes de Ménélik. L'empereur parvint ainsi à lever une armée de 100.000 hommes et pouvait en outre compter sur des armes à feu modernes que lui avaient livrées plus tôt les Européens, notamment les Italiens ! La bataille éclata à Adoua, aux petites heures du 1er mars 1896. L'armée éthiopienne ne fit qu'une bouchée des envahisseurs. Quelques jours plus tard, Rome demandait officiellement la paix, renonçant à ses désirs de conquête. La bataille d'Adoua

eut un retentissement énorme. Une armée européenne avait été stoppée nette par un empire africain indépendant !

L'empire de Ménélik II était-il à ce point puissant ?

Son appel pour lever une grande armée avait rencontré un succès inespéré. Ménélik II disposait en outre des armes à feu européennes. Par ailleurs, l'Italie avait largement sous-estimé les forces éthiopiennes. Mais l'empire restait faible, car le processus de centralisation poursuivi par Ménélik II avait ses limites. Il n'était pas parvenu à construire un véritable État-nation comme en Europe. Un tel État ne peut se développer que dans des conditions capitalistes. La France, l'Italie ou l'Allemagne par exemple, se sont développées sous l'impulsion des bourgeoisies capitalistes qui étaient pénalisées par le morcellement des territoires en différents royaumes féodaux. Leur unification dans un État-nation leur a permis de lever des frontières et des droits de douane absurdes. Les bourgeois se sont ainsi ouverts de plus grands marchés. Ils ont pu amasser des capitaux, les économies se sont développées et les pays se sont modernisés.

Pourquoi cela n'a-t-il pas fonctionné dans l'Éthiopie de Ménélik II ?

L'Éthiopie était restée au stade féodal. L'aristocratie, l'armée et le clergé profitaient du travail des paysans. Il n'y a pas eu de processus d'unification comme dans les pays européens. L'empereur a conquis les provinces autour d'Addis-Abeba par la force. Dans cet État dominé par le chauvinisme Amhara, la plupart des Éthiopiens n'avaient aucun droit. Établir une administration centrale qui puisse fonctionner efficacement jusque dans les provinces éloignées de la capitale était donc extrêmement difficile.

Des Amhara et des Tigré d'Abyssinie furent envoyés dans le reste du pays pour développer cette administration. C'était en quelque sorte des colons chrétiens missionnés en terres musulmanes. On les appelait les neftegna. Et comme le relève l'historien John Markakis, ce système devait forcément entraîner des problèmes par la suite : « *Le particularisme de l'identité abyssinienne était accentué par un monopole de pouvoir politique, de privilège économique et de statut social supérieur. Tous les Abyssiniens qui se sont établis dans les régions montagneuses de la périphérie sont devenus des propriétaires terriens sur des terres expropriées et ont exploité le travail des paysans indigènes. La relation qui les unissait était de l'ordre du maître et de l'esclave, du propriétaire et du locataire, du percepteur d'impôts et du contribuable. Cette conjoncture a conduit à une issue potentiellement explosive qui n'a pris que quelques décennies pour arriver à maturité.* »[\[4\]](#)

Cet empire féodal a pourtant suscité l'intérêt des Etats-Unis qui, en 1903, ont établi en Éthiopie leur premier consulat d'Afrique. Jusqu'en 1970, l'Éthiopie captera 60 % de l'aide US vers le continent. Comment expliquer cet intérêt de Washington ?

Au début du 20e siècle, alors que toute l'Afrique était dominée par l'Europe, le consul général des Etats-Unis à Marseille, Robert Peet Skinner, observait les bateaux venant du continent noir accoster au port phocéén. Pleins à craquer d'une large variété de produits, ces bateaux pouvaient donner au diplomate une idée des intérêts fructueux que l'Europe tirait du continent africain. Skinner a alors fait des pieds et des mains pour que la Maison Blanche porte un peu plus d'attention à cette Afrique que les Etats-Unis avaient délaissée jusqu'ici. Pour le consul, l'Éthiopie était la porte d'entrée. C'était le seul pays qui n'avait pas été colonisé et son empereur était enclin à commercer avec les puissances étrangères.

À cette époque, les Etats-Unis commençaient à changer leur fusil d'épaule. Avant d'être assassiné, le président William McKinley avait déclaré que « *l'isolationnisme n'était plus possible ni désirable* ». Après de longs efforts pour être autorisé à entrer en contact avec l'Éthiopie, « *un pays destiné à jouer un grand rôle dans le futur de l'Afrique* », Skinner obtint du président Roosevelt de conduire une délégation auprès de Ménélik II. Avant d'établir de véritables relations diplomatiques, les Etats-Unis et l'Éthiopie conclurent un traité commercial. Skinner mit en avant le fait que sa mission visitait l'Éthiopie en toute amitié, sans aucune prétention territoriale. Ménélik II apprécia la démarche. Pour l'empereur, les autres nations venaient en Afrique comme des fils viennent à leur père, demandant « *père, vas-tu faire un testament et nous laisser quelque chose ?* »^[5]

L'approche de Skinner allait servir de ligne de conduite pour les Etats-Unis dans les années à venir. Alors que le Vieux Continent se déchirait durant la Première Guerre mondiale, le président Woodrow Wilson cherchait à tirer profit de la situation pour gagner du terrain sur la chasse gardée des Européens. La stratégie US consistait à affaiblir ces empires coloniaux qui avaient permis à l'Europe de surpasser tous ses concurrents. Tout comme Skinner en Éthiopie, la Maison-Blanche mettait en avant que les Etats-Unis n'avaient pas d'empire colonial et aucune intention de conquérir l'Afrique. Au contraire, ils ont commencé à promouvoir le droit à l'autodétermination et ont encouragé la décolonisation du continent noir.

À l'instar des grands révolutionnaires africains, les Etats-Unis soutenaient donc les aspirations des peuples opprimés par le colonialisme ?

Pas vraiment. Wilson voulait simplement affaiblir ses concurrents européens alors que les Etats-Unis, jeune puissance montante, n'avaient pas eu l'opportunité de se bâtir un vaste empire colonial. Pour promouvoir la décolonisation, Washington tenait de beaux discours sur la condition des Africains. C'était très hypocrite, car aux Etats-Unis, les noirs n'avaient aucun droit et travaillaient dans des conditions très difficiles.

Une anecdote qui reflète bien cette hypocrisie[6] : le premier article du traité conclu en 1903 entre les Etats-Unis et l'Éthiopie prévoyait que les citoyens des deux puissances contractuelles pourraient voyager et faire des affaires dans les deux pays. Cinq ans plus tard, des marchands éthiopiens débarquaient à Wall Street, mais furent immédiatement confrontés à la ségrégation quand ils tentèrent de se recueillir à l'église. Quelle ne fut pas leur surprise quand on leur dit qu'ils devaient s'asseoir sur les bancs réservés aux noirs, au fond de l'édifice ! Vous voyez, le droit à l'autodétermination selon Woodrow Wilson était le droit pour les Etats-Unis de venir en Afrique pour y faire du business. L'égalité des peuples l'intéressait fort peu. Mais pour ce qui est du business, les Etats-Unis allaient trouver l'homme idéal en Éthiopie, leur porte d'entrée vers l'Afrique. Après la mort de Ménélik et une brève période de transition, un certain Tafari Makonen devait succéder à l'empereur. C'était un jeune parvenu, imbu de sa personne, entouré de conseillers étrangers et incapable de développer une vision pour son pays... Le client idéal pour l'impérialisme US.

Comment Tafari Makonen est-il devenu empereur ?

À la mort de Ménélik II, son petit-fils Eyassou lui succéda. Mais la noblesse éthiopienne reprochait au nouvel empereur ses affinités avec les musulmans. Il avait en outre le défaut de se montrer trop peu conciliant avec les Européens. Eyassou fut donc écarté au profit de Zewditou, l'une des filles de Ménélik II. Le neveu de l'impératrice, Tafari Makonen, fut nommé régent et profita de sa position pour investir le débat qui, au sein de l'élite éthiopienne, opposait les conservateurs aux modernistes. Makonen affaiblit les premiers et gagna les faveurs des seconds, notamment grâce à la revue qu'il éditait, *Lumière et Paix*. Cette publication devait présenter le régent sous les atours d'un moderniste épris de progrès. Makonen y attaquait la noblesse, critiquait l'Éthiopie féodale et plaidait pour un système d'éducation à l'européenne. *Lumière et Paix* était une arme redoutable qui avait permis au régent d'asseoir sa popularité. Dans la même veine, Makonen avait obtenu l'admission de l'Éthiopie à la Société des Nations, l'ancêtre de l'ONU. C'était une grande victoire diplomatique attribuée au régent. Cette admission devait consacrer le particularisme éthiopien alors que toute l'Afrique était colonisée.

Ces différents coups d'éclat ont conduit Tafari Makonen jusqu'au trône d'empereur en 1930. Il a alors adopté le nom de Hailé Sélassié. Mais très vite,

les idées modernistes qui avaient servi la propagande du jeune régent se sont effacées devant l'autoritarisme du nouvel empereur. On a bien assisté à quelques réformes, mais elles étaient surtout cosmétiques. Par exemple, pour le premier anniversaire de son couronnement, Sélassié fit adopter une Constitution qui instaurait le bicaméralisme. Mais les deux chambres parlementaires n'étaient pas composées par des élections directes et détenaient très peu de pouvoir. Dans les faits, toutes les décisions étaient concentrées entre les mains de l'empereur.

Mais Sélassié avait tout de même un gouvernement avec des ministres...

C'était de simples valets qui tenaient le rôle de fusible. Se plaçant au-dessus de la mêlée, Sélassié s'octroyait les bonnes nouvelles et imputait les échecs au gouvernement qu'il remaniait régulièrement selon les circonstances. La construction d'une armée moderne était un leurre également. L'empereur y était parvenu avec l'aide des Européens puis des Etats-Unis. Ce devait être une grande avancée pour l'Éthiopie. En réalité, la réunion de différentes milices sous les hospices d'une armée nationale avait surtout permis à Sélassié de couper l'herbe sous le pied des anciens rois qui auraient pu contester le pouvoir central. Certains d'entre eux avaient été achetés et convertis en gouverneurs du nouvel empire. Les autres devaient être réduits à l'état d'impuissance.

Cette nouvelle armée, moderne et nationale, sera visiblement moins efficace que les combattants réunis par Ménélik II. Après la défaite d'Adoua, les Italiens sont revenus à la charge en 1935 et ont réussi à conquérir l'Éthiopie. Pourquoi cette deuxième tentative ? Et comment ont-ils vaincu Sélassié ?

Les Italiens n'ont plus commis la même erreur. Mussolini était au pouvoir à l'époque. Il avait développé toute sa propagande fasciste sur la haine des noirs et son ambition de restaurer la puissance de l'Empire romain. Pour ce faire, l'Italie ne pouvait se contenter de ses positions en Somalie, en Érythrée ou en Libye. Il lui fallait conquérir l'Éthiopie, laver l'affront d'Adoua et sauver l'honneur de l'homme blanc. Contrairement à ses prédécesseurs, Mussolini n'a pas sous-estimé les forces de son adversaire. À l'assaut de l'Éthiopie, Rome n'a pas lésiné sur les moyens et a fait prévaloir sa supériorité en armement moderne. L'aviation a ainsi joué un rôle déterminant, bombardant une armée éthiopienne incapable de riposter. L'Italie a également recouru massivement aux gaz asphyxiants pourtant interdits par les conventions internationales déjà en vigueur à l'époque.

L'Éthiopie avait fait son entrée dans la Société des Nations. Son statut ne devait-il pas la protéger d'une invasion coloniale ?

Ne pouvant que constater la défaite de ses troupes, Sélassié s'est exilé à Londres. Il a tenté de plaider sa cause sur la scène internationale, mais sans succès. Certains tiendront rigueur à l'empereur de cette fuite, notamment les chefs de guerre qui n'ont jamais baissé les armes jusqu'à la libération du pays. De fait, quel contraste avec les prédécesseurs de Sélassié ! Ménélik II avait pris part à la bataille et terrassé les Italiens. Avant lui, Tewodoros avait préféré mettre fin à ses jours, retranché dans son château qu'un corps expéditionnaire britannique avait pris d'assaut avec succès. Mais Sélassié a quitté son pays. À la tribune de la Société des Nations, il a dénoncé l'agression italienne et la violation du droit international. En vain. Car à l'époque, la France et la Grande-Bretagne craignaient de voir l'Italie s'allier à l'Allemagne. On laissa donc faire Mussolini et tout cela fut validé par la Société des Nations qui, le 15 juillet 1936, levait les quelques sanctions prises à l'encontre de l'Italie. Ce feu vert à l'invasion fut approuvé par quarante-neuf voix contre une, celle de l'Éthiopie. L'Afrique du Sud, le Chili, Panama et le Venezuela s'étaient abstenus.

Mauvais calcul de la France et de la Grande-Bretagne. Mussolini finit par rejoindre Hitler...

Exact. Mais c'était une excellente nouvelle pour Sélassié. Humilié et mis à l'écart, l'empereur allait soudainement présenter un intérêt particulier pour les Britanniques qui devaient reprendre l'Éthiopie aux Italiens. *« Sur la scène diplomatique au sens large et plus particulièrement au regard des Etats-Unis, il était essentiel de présenter la défaite des Italiens en Éthiopie comme une libération du territoire de l'emprise fasciste et non pas uniquement comme une expansion coloniale britannique, ce qui donnait un rôle indispensable à l'Empereur »* [7], relève l'historien Christophe Clapham.

Mussolini vaincu, les Britanniques ont donc remis Sélassié sur son trône. Sans gagner la reconnaissance de l'empereur. En effet, la Seconde Guerre mondiale a vu l'équilibre des forces pencher en faveur des Etats-Unis. L'Europe avait été ravagée par le conflit. Intervenu tardivement, l'Oncle Sam avait pu tirer les marrons du feu en profitant de l'affaiblissement de ses rivaux et de l'effondrement des empires coloniaux. Sélassié avait senti le vent tourner et s'est donc rapproché des Etats-Unis, au détriment de Londres qui l'avait pourtant remis en selle.

Revenons sur l'invasion italienne. Votre père était un résistant Somali, opposé à Selassié. Mais lorsque Mussolini a attaqué l'Éthiopie, il a rejoint les troupes de l'empereur. Pourquoi s'est-il battu aux côtés de son ennemi ? Pourquoi n'a-t-il pas profité de cette situation propice à la chute de Sélassié ?

Il faut savoir que la Somalie historique a été partagée comme un gâteau par les puissances coloniales. D'une certaine manière, la Somalie est à la Corne de l'Afrique ce que le Kurdistan est au Moyen-Orient, car vous avez aujourd'hui dans différents pays de la région des communautés Somali qui aspirent à être unies dans un seul et même État.

La Grande-Bretagne avait offert une part du gâteau à Sélassié. Voilà pourquoi on trouve encore aujourd'hui une importante concentration de Somali dans le sud de l'Éthiopie. À l'époque, ce territoire était une base militaire. Les ressources étaient pillées par l'occupant et la population n'avait aucun droit. Mon père s'opposait à cela. Ça lui a d'ailleurs valu un passage dans les geôles éthiopiennes. Mon père avait donc une sérieuse contradiction avec Sélassié et, de manière générale, avec cet empire fantoche qui avait colonisé dans le sang des peuples entiers pour imposer son autorité et sa culture.

Cependant, lorsque les Italiens ont attaqué, mon père a rejoint les troupes du résistant somali Omar Samatar. Ils ont combattu cette armée coloniale qui voulait la chute de leur ennemi, Sélassié. En effet, miser par opportunisme sur l'invasion italienne pour se débarrasser de l'empereur éthiopien aurait été un très mauvais calcul. Mon père savait qu'il n'y avait rien à attendre de Sélassié et qu'il faudrait se battre pour arracher ses droits. Mais cette contradiction concernait les peuples de la Corne de l'Afrique et ne pourrait être résolue que par eux seuls. De plus, toute formelle qu'elle était, l'indépendance de l'Éthiopie était acquise et reconnue officiellement. Par conséquent, l'invasion italienne, même si elle devait conduire à la chute de Sélassié, aurait marqué un retour en arrière et n'aurait fait qu'empirer la situation. Mon père résumait les choses à sa manière : « *L'ennemi qui vient de loin est plus dangereux que mon idiot de voisin.* »

Après la Deuxième Guerre mondiale, Sélassié se tourne donc vers les Etats-Unis. Quelles seront leurs relations ?

En Afrique, l'Éthiopie a préfiguré le système des néocolonies voulu par Washington. Les Etats-Unis ont touché le jackpot avec la Seconde Guerre mondiale. Ils ont profité de l'affaiblissement de leurs rivaux européens pour prendre le leadership. Mais ils ne pouvaient pas prendre le relais des anciennes métropoles en s'imposant comme une nouvelle puissance coloniale. Car Washington avait plaidé la cause des mouvements de libération et le colonialisme apparaissait très clairement comme un système à bout de souffle.

Les Etats-Unis étaient donc prêts à faire une croix sur les matières premières du tiers-monde ?

Bien sûr que non. Ils ont misé sur ces dirigeants locaux qui étaient à la tête d'États officiellement indépendants, mais dont les économies étaient grandes ouvertes aux multinationales. Autrement dit, le pillage des ressources a continué, mais sous une autre forme. Le panafricaniste du Ghana, Kwame Nkrumah, analysera très bien cette évolution dans son livre *Le néocolonialisme, dernier stade de l'impérialisme* : « *L'essence du néocolonialisme, c'est que l'État qui y est assujéti est théoriquement indépendant, possède tous les insignes de la souveraineté sur le plan international. Mais en réalité son économie, et par conséquent sa politique, sont manipulées de l'extérieur.* »^[8] L'Éthiopie était donc un modèle du genre. Elle était indépendante sur papier, mais soumise sur les plans économique et politique.

Les peuples d'Afrique qui avaient connu le colonialisme ne devaient pas être enchantés de passer d'un système de pillage à un autre. Comment s'assurer que le néocolonialisme fonctionne ?

Il fallait maintenir au pouvoir ces marionnettes qui laissaient les multinationales piller les ressources de l'Afrique tout en s'enrichissant personnellement. L'Occident a ainsi apporté un soutien crucial à toute une série de dictateurs corrompus. Il a par ailleurs éliminé ceux qui résistaient au néocolonialisme. Thomas Sankara, Patrice Lumumba, Amilcar Cabral, Mehdi Ben Barka... Tous ont fait les frais de l'appétit meurtrier de l'impérialisme.

Sélassié était pour sa part rangé du côté des bons clients. Les États-Unis l'ont donc soutenu notamment en favorisant l'installation du siège de l'Organisation de l'Unité Africaine à Addis-Abeba. Ils ont contribué à construire un mythe autour de l'empereur éthiopien. Sélassié prétendait être le descendant de la reine de Saba et du roi Salomon. Son pays avait tout d'une monarchie absolue. Le pouvoir, totalement concentré entre ses mains, trouvait sa légitimité dans une inspiration quasi divine. Le visage de l'empereur apparaissait partout, des pièces de monnaie aux portraits accrochés sur les murs de l'administration en passant par les manuels scolaires. Sélassié a fait construire beaucoup d'écoles, c'est vrai. Mais au lieu d'y former des esprits éclairés, on y lavait les cerveaux et on y formait les futures élites de l'administration, entièrement dévouées à l'empereur.

Le roi Tafari Makonen, le ras Tafari, a même été l'objet d'une adoration religieuse. D'où vient ce mouvement des rastafaris ?

Le rastafarisme est né en Jamaïque, influencé par différentes formes de religions africaines et par des églises baptistes des États-Unis. On retrouve dans la Bible plusieurs passages qui mentionnent l'Afrique et plus particulièrement l'Éthiopie. Ce pays va alors devenir une sorte de terre promise pour les rastafaris.

Cette croyance a par ailleurs été accentuée par un discours « prophétique » du leader panafricaniste, Marcus Garvey. D'origine jamaïcaine, Garvey a dirigé l'Universal Negro Improvement Association qui a compté plusieurs millions de membres aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde. Ses thèses ont eu beaucoup de succès. Elles prônaient la supériorité des noirs sur les blancs et appelaient les descendants d'esclaves à retourner en Afrique. Garvey faisait souvent référence à l'Éthiopie. Et en 1921, il a fait cette déclaration qui deviendra retentissante pour les rastafaris : « *Regardez vers l'Afrique, où un roi noir sera couronné, qui mènera le peuple noir à sa délivrance.* » Neuf ans plus tard, Tafari Makonen montait sur le trône impérial d'Éthiopie et devenait Hailé Sélassié, Roi des rois, lion de Juda, défenseur de la foi chrétienne, force de la Trinité, élu de Dieu. Garvey prit alors des allures de prophètes aux yeux des rastafaris et Sélassié devint une espèce de messie.

Pourtant, Garvey a totalement désavoué Sélassié lorsque l'empereur a fui l'invasion italienne...

Oui, à l'instar de certains officiers éthiopiens qui n'avaient pas capitulé devant l'Italie et qui seront d'ailleurs écartés après le retour de l'empereur, Marcus Garvey a condamné sèchement la fuite de Sélassié : « *Les faits historiques une fois écrits, Hailé Sélassié d'Abyssinie restera comme un grand lâche qui a fui son pays et laissé des millions de ses compatriotes lutter à travers une terrible guerre qu'il leur a apportée à cause de son ignorance politique et de sa déloyauté raciale. Quel dommage qu'un homme au calibre intellectuel limité et au caractère politique faible comme Hailé Sélassié soit devenu Empereur d'Abyssinie à un moment aussi crucial dans l'histoire politique du monde. [...]* Chaque nègre qui est fier de sa race doit avoir honte de la façon dont Hailé Sélassié s'est rendu aux loups blancs d'Europe. [...] Tandis que les peuples noirs du monde entier priaient pour le succès de l'Abyssinie, ce petit Empereur était en train de saper la construction de son propre royaume en faisant l'andouille avec les hommes blancs, en les ayant pour conseillers, en les ayant en train de lui dire ce qu'il devait faire, comment se rendre, comment annuler les coups victorieux de ses rois contre les Italiens. Oui, ils lui disaient comment préparer son embarquement dans l'avion, et comme un enfant imbécile, il a suivi chaque conseil pour finalement partir de son pays et rejoindre l'Angleterre, laissant son peuple se faire massacrer par les Italiens. »^[9]

Cette ferme condamnation de leur prophète n'a pas empêché les rastafaris d'idolâtrer Sélassié. Dans le contexte de la décolonisation, ils voyaient l'empereur éthiopien comme un libérateur. Sélassié avait pourtant poursuivi sur la lancée de Ménélik II, construisant un État central à travers l'amharanisation forcée des différentes ethnies qui peuplaient l'Éthiopie. Pour s'intégrer, il fallait toujours adopter la culture de l'empereur, sa religion, son alphabet. Et parfois

même changer de nom. Vraiment, pour la grande majorité des Éthiopiens, Sélassié n'était pas un libérateur. Mais il jouissait d'une image trompeuse. Par exemple, Bob Marley a écrit une très belle chanson contre la guerre à partir d'un discours tenu par Sélassié à la tribune des Nations unies en 1963. Se positionnant en chantre de l'anticolonialisme et de l'antiracisme, l'empereur avait tenu des propos vibrants sur la paix et l'égalité des hommes. Dans les faits, Sélassié avait envoyé des troupes éthiopiennes participer aux guerres du Congo et de Corée sur ordre de ses maîtres impérialistes. Et s'il déclarait que le continent africain ne connaîtrait pas la paix tant qu'il y aurait dans certaines nations des citoyens de première et de seconde classe, il appliquait l'exact contraire en Éthiopie où en dehors de la classe dirigeante abyssinienne, les citoyens n'avaient aucune reconnaissance. Les rastafaris devaient faire leur propre expérience pour découvrir l'envers du décor. L'empereur leur a offert la ville de Shashamané pour qu'ils puissent s'y établir et accomplir leur rêve d'un retour en terre promise. Mais le rêve a viré au cauchemar. Les rastafaris ont été très mal accueillis. Par les Oromo tout d'abord, qui vivaient là et qui se sentaient spoliés. Par l'Église orthodoxe ensuite qui n'appréciait pas beaucoup les pratiques religieuses des rastafaris. Aujourd'hui encore, une petite communauté subsiste. Mais la désillusion est forte.

Le processus d'amharanisation butait-il sur des oppositions en Éthiopie ?

Évidemment. Vous ne pouvez pas gouverner correctement un empire si vous considérez 60 % de ses habitants comme des étrangers. Mais l'amharanisation de l'Éthiopie provoquait des réactions diverses. Certains rejetaient ce processus et affirmaient leur identité. D'autres essayaient de s'intégrer en se fondant dans le moule. Ce qui pouvait donner lieu à de tristes situations. À l'université d'Addis-Abeba par exemple, des diplômés originaires des provinces de l'empire ne voulaient pas que leur famille assiste à la proclamation des résultats. Ces étudiants essayaient par tous les moyens de se faire passer pour des Amhara. Et ils savaient qu'à la remise des diplômes, leurs proches trahiraient leurs véritables origines par leurs vêtements et leurs manières.

Moi-même, lorsque j'étais enfant, après l'installation de ma famille dans la capitale, j'ai vécu une drôle d'expérience. Mes camarades de classe et les amis avec qui je jouais au foot dans le quartier m'appelaient « Mohamed le Somali ». C'était mon surnom. Un jour, j'ai demandé à mon père si je pouvais changer de nom. « *Tu n'aimes pas Mohamed ?* », m'a-t-il demandé. Je lui ai répondu que "Mohamed" était très bien, mais que je n'aimais pas « Somali ». Mon père a alors convoqué une réunion familiale, appelant ma mère, mes frères et mes sœurs : « *Écoutez, écoutez, Mohamed a quelque chose de très important à vous dire* ». J'ai exposé la situation et présenté ma requête. Mais l'une de mes grandes sœurs m'a enguirlandé. « *Tu dois être fier de tes origines* », a-t-elle

lancé. Ensuite, mon père m'a dit de me rendre à la maison d'un général et m'a confié une tâche. Cet officier de l'armée était le père de mon meilleur ami. Ma mission était de calculer combien de temps il fallait pour ouvrir la grille à l'entrée lorsque je tirais la sonnette. J'allais rapidement comprendre que cet objectif n'était qu'un prétexte pour me donner une bonne leçon que je n'oublierais pas.

Le lendemain matin, je me rendais donc à la maison du général. C'était une belle villa. Mais je n'avais pas eu le temps de tirer la sonnette que déjà, la grille s'ouvrait pour laisser s'échapper la Mercedes du père de mon ami. Je profitais de ce que la voie était libre pour me glisser dans la propriété et avancer jusqu'à la maison. La porte était encore ouverte. En m'avancant sur le pas, j'ai pu voir qu'il y avait beaucoup de monde à l'intérieur. Notamment des gens de la campagne. Et je comprenais rapidement que ces gens, qui n'étaient pas des Amhara, étaient des membres de la famille du général et de mon meilleur ami. Le personnel de la maison m'a aperçu. Il y a eu un malaise. Ils ont vite poussé leurs visiteurs dans une pièce et ont fermé la porte. Gêné, j'ai rebroussé chemin sans piper un mot. J'arrivais à hauteur de la grille d'entrée où la Mercedes du général m'attendait. « *Aujourd'hui, tu as vu notre petit secret Mohamed* », m'a lancé le père de mon ami. J'ai simplement acquiescé, sans rien dire. « *Dis-moi Mohamed, tu as de la famille à la campagne ? Quand tes proches viennent à Addis, vous leur faites visiter la ville et vous vous baladez dans les magasins ?* », m'a-t-il demandé. J'acquiesçais encore. « *Et tes tantes et tes cousines, elles gardent leurs robes traditionnelles ?* » J'acquiesçais toujours. « *Et ce n'est pas un problème pour toi ? Tu n'en as pas honte ?* » Je répondais que non. Le général a alors sorti un billet qu'il a enfoui dans ma main. « *Cet après-midi, tu iras avec mon idiot de fils au cinéma. Et tu lui expliqueras qu'il ne faut pas avoir honte de ses origines* », conclut le général. Je rentrais chez moi, heureux à l'idée de voir un film. À mon retour, mon père m'a demandé si je voulais toujours changer mon nom. « *Non, j'adore mon nom !* », lui ai-je répondu. (Rires)

Voilà qui donne un aperçu des problèmes d'intégration dans l'Éthiopie impériale. Mais j'imagine que tout ne se réglait pas avec deux places de cinéma...

Non. Il faut pouvoir imaginer à quel point les Éthiopiens n'avaient aucun droit en dehors de la classe dirigeante Amhara. De plus, malgré les beaux discours de l'empereur et ses promesses de modernisation, le pays restait très pauvre. Avec une grande disparité. Il y avait d'une part le centre, avec la capitale Addis Abeba et ses environs. C'est là qu'étaient concentrés le pouvoir politique, l'activité économique et la communauté Amhara. Vous aviez ensuite toutes les provinces de la périphérie. Ses territoires avaient été annexés à travers le processus de

centralisation de l'empire éthiopien, mais les structures étatiques n'y fonctionnaient pas vraiment. Ainsi, à la fin des années 60, le taux d'alphabétisation était de 7 %. La moitié des écoles se trouvaient dans les deux plus grandes villes du pays, Addis-Abeba et Asmara, la capitale érythréenne. À Addis, on comptait un lit d'hôpital pour 222 habitants. Dans la province d'Arsi, la proportion tombait à un pour 22 260 !^[10] L'espérance de vie n'était par ailleurs que de 35 ans.

Oppression et pauvreté... Le cocktail est explosif !

L'explosion a fini par arriver. En 1974, il y a eu d'importantes manifestations des musulmans d'Éthiopie. J'en faisais partie et le mot d'ordre était : « Nous ne sommes pas des étrangers. » Je protestais également au sein du mouvement étudiant pour réclamer la chute de l'empereur. L'université d'Addis-Abeba était devenue un haut lieu de la contestation politique. Depuis les années 60, on y débattait de la question des nationalités sur fond de théories marxistes et de lutte anti-impérialiste. D'ailleurs, en 1969, la garde impériale avait pénétré le campus et abattu une vingtaine d'étudiants qui manifestaient. Mais la contestation n'avait pas cessé. Elle avait même pris une telle ampleur qu'en 1974, Selassié décidait de fermer l'université. Une université qui portait son nom et qui devait illustrer la modernité en Éthiopie. Chaque année, l'empereur prenait la photo avec les diplômés. Sa fermeture était donc tout un symbole.

Comment les théories marxistes ont-elles investi le campus ?

Les étudiants étaient influencés par les mouvements de libération nationale en Afrique, par le développement de la Chine ou bien encore par la guerre du Vietnam. Les idées progressistes ont commencé à fleurir, c'était inévitable. Et le pouvoir autoritaire de l'empereur est apparu sous une lumière plus crue. L'Éthiopie restait une néocolonie, mais le capitalisme y avait été introduit, graduellement. Les bases d'une économie moderne avaient été posées entraînant une urbanisation et le développement d'un embryon de classe ouvrière. Les contradictions de classe avaient donc commencé à s'exacerber. Dans ce processus, des syndicats et des mouvements étudiants ont émergé. Je me souviens qu'il y avait beaucoup de débats au sein de ces mouvements progressistes. Les discussions avaient permis d'établir la liste des défis majeurs que devait relever l'Éthiopie. Avec tout d'abord la question des paysans. Le secteur agricole représentait la partie la plus importante de l'économie éthiopienne. Mais la classe paysanne était divisée en deux. D'un côté, les propriétaires terriens du centre. De l'autre, les paysans de la périphérie qui étaient complètement exploités. Les mouvements progressistes revendiquaient donc que la terre appartienne à ceux qui la cultivent. L'autre enjeu majeur était la question des nationalités. L'Éthiopie devait être reconnue comme un pays multinational où tous les citoyens bénéficieraient des mêmes droits. Enfin, il y

avait la question érythréenne. Après la Deuxième Guerre mondiale, l'ancienne colonie italienne avait été annexée par l'Éthiopie. Depuis, les Érythréens menaient une lutte de libération nationale pour obtenir leur indépendance. Cette lutte a d'ailleurs influencé les mouvements progressistes d'Éthiopie.

Comment l'Érythrée a-t-elle été annexée ?

Cette bande de terre bordant la mer Rouge avait été colonisée par l'Italie avec l'aval des Britanniques. Après la guerre et la défaite de Mussolini, dans le contexte de décolonisation de l'Afrique, l'Érythrée réclamait son indépendance. Mais les États-Unis y avaient installé leur plus grande base de télécommunication. À l'époque, il n'y avait pas encore de surveillance satellite. Mais avec le matériel dont ils disposaient dans un endroit stratégiquement situé comme l'Érythrée, les États-Unis pouvaient surveiller ce qui se passait en Afrique, au Moyen-Orient et même dans certaines régions de l'Union soviétique.

Washington a donc empêché l'indépendance de l'Érythrée et a insisté pour que l'ancienne colonie soit rattachée à l'Éthiopie. Avec Sélassié, les États-Unis étaient certains de garder le contrôle de leur base de télécommunication. De son côté, l'empereur souhaitait mettre la main sur ce territoire qui garantirait à l'Éthiopie un accès à la mer Rouge. Figure éminente de la politique américaine, John Foster Dulles dirigeait à l'époque le bureau des Affaires étrangères. Quand le cas de l'Érythrée débarqua sur la table du Conseil de Sécurité des Nations unies, il imposa son choix : *» Du point de vue de la justice, les opinions du peuple érythréen doivent être prises en considération. Néanmoins, les intérêts stratégiques des États-Unis dans le bassin de la mer Rouge, et les considérations pour la sécurité et la paix dans le monde, rendent nécessaire que ce pays soit rattaché à notre allié, l'Éthiopie. »*

Cette décision a débouché sur un long conflit qui n'est d'ailleurs pas tout à fait résolu. Pourquoi la cohabitation entre l'Éthiopie et l'Érythrée n'a-t-elle pas fonctionné ?

Nous avons vu comment en Éthiopie, l'introduction du capitalisme avait conduit par contradiction à l'émergence de mouvements progressistes à partir des années 60. En Érythrée, ce processus était survenu beaucoup plus tôt avec la colonisation italienne dans les années 30. Si bien qu'après la guerre, le contraste était très fort entre l'Éthiopie féodale de Sélassié d'une part et l'Érythrée d'autre part, qui disposait d'un embryon d'économie moderne, de syndicats et de journaux libres. Des idées modernes et progressistes étaient diffusées dans toute l'Érythrée. Elles menaçaient l'autorité de Sélassié et ridiculisaient son image artificielle de dirigeant éclairé.

En 1960, alors que l'empereur était en voyage au Brésil, Girmane Neway, un jeune officier, mena une tentative de coup d'État. Ce fut un échec. À son retour, Sélassié prit des mesures drastiques pour raffermir son autorité. L'Érythrée qui vivait aux côtés de l'Éthiopie au sein d'une fédération fut tout bonnement annexée par l'Empire. Sous la contrainte, le parlement érythréen dû voter sa propre dissolution. Les usines modernes qui avaient été construites à Asmara furent démontées et délocalisées à Addis-Abeba. Littéralement colonisés par Sélassié, les Érythréens allaient entrer en résistance pour mener la plus longue lutte de libération du continent africain. Comme je l'ai dit, cette lutte influença les étudiants éthiopiens. La question érythréenne devenant un enjeu majeur du mouvement de protestation en 1974.

Un autre facteur a marqué le contexte tendu des années 70 : la famine. Particulièrement meurtrière à cette époque, elle a d'abord sévi dans la province du Wollo avant de s'étendre au nord du pays. Cette catastrophe a-t-elle ébranlé la légitimité de Sélassié ?

La sécheresse est un phénomène naturel. Mais la famine n'est pas une fatalité. Si vous êtes bien organisé, vous pouvez tenter de surmonter au mieux les problèmes de récolte. Mais dans l'Éthiopie féodale de Sélassié, la sécheresse ne pouvait que conduire au drame. Alors que l'agriculture était le secteur économique le plus important, la paysannerie entretenait toutes les classes sociales d'Éthiopie dans un rapport d'exploitation extrêmement dur. Les paysans étaient déconsidérés et souffraient de conditions de travail très pénibles. Les bénéfices des récoltes étaient accaparés par la couronne, l'église, les chefs militaires, les hauts fonctionnaires, etc. « *Ne reste au paysan qu'un minimum de réserves pour tenir d'une récolte à l'autre, souligne Pascal Bureau. Un minimum suffisant lorsque les pluies ont été bonnes. Mais, au moindre caprice de la nature, c'est la famine, l'exil ou l'endettement. En particulier quand les paysans cèdent à vil prix leurs outils et leurs semences à des maîtres qui contrôlent les réserves de grains, et n'assurent les soudures qu'au prix fort. Pour récupérer leurs instruments de travail, les paysans doivent ensuite payer deux, trois fois le prix auquel ils les avaient d'abord vendus.* »[\[11\]](#)

Vous imaginez, dans ces conditions, quel impact la sécheresse peut avoir sur les paysans. En 1973, la famine touchait la province du Wollo. Dans un premier temps, Sélassié a tout bonnement ignoré l'affaire. Mais la nouvelle que des enfants décharnés agonisaient au bord des routes a fini par remonter jusqu'à Addis-Abeba. L'opinion publique était choquée. Sous sa pression populaire, Sélassié a décidé d'un geste aussi inutile que ridicule: il a exempté les paysans d'impôts. Mais ces derniers avaient déjà tout perdu. Comment auraient-ils pu, de toute manière, payer la moindre taxe ? Cet épisode a écorné un peu plus l'image

de Sélassié. La famine de 1973 a également nourri le mouvement de contestation qui avait fait de la paysannerie un enjeu central.

Le mouvement de contestation puisait sa source dans la société civile avec les étudiants et les syndicats. Mais c'est l'armée qui a destitué l'empereur, le 12 septembre 1974. Pourquoi ?

L'armée était l'institution la mieux organisée dans l'Éthiopie impériale. Beaucoup mieux organisée que les syndicats ou les mouvements étudiants qui devaient composer avec la répression. Mais l'armée était aussi traversée par des contradictions susceptibles d'alimenter un élan révolutionnaire. En effet, ses officiers supérieurs venaient de l'aristocratie et de la petite bourgeoisie proche de l'empereur. Ils étaient pour la plupart d'origine Amhara. Par contre, ceux qui portaient les fusils et les petits officiers venaient des autres ethnies et de la classe paysanne.

Les mouvements de protestation ont fait résonner jusqu'au sein de l'armée les questions sur l'égalité des nationalités et la condition des paysans. Si bien que les contradictions sont devenues plus fortes au sein du corps militaire. Sont venues s'ajouter des plaintes de la deuxième division qui campait en Érythrée. Les soldats étaient malheureux là-bas. Ils disaient vivre comme des chiens, entourés par l'ennemi. Ils se plaignaient de ne jamais voir leur famille. Surtout, ils avaient pris conscience que la confrontation militaire avec la résistance érythréenne serait interminable et qu'il valait mieux chercher une solution politique.

L'armée partageait-elle les revendications de la société civile ?

L'ensemble des fantassins réclamait également l'égalité des nationalités et des religions, oui. Mais au départ, l'armée n'avait pas l'intention de renverser Sélassié. Dans les différentes garnisons du pays, des comités ont été mis sur pied. Les revendications y ont été rassemblées, tout comme les idées de changements. Chaque comité a ensuite envoyé un représentant auprès de l'empereur pour négocier.

Afin de contenir la révolte qui venait de toutes parts, Sélassié a engagé quelques réformes. Il a également sorti de son chapeau un nouveau gouvernement piloté par un jeune Premier ministre qui devait marquer une rupture avec les anciens responsables. Durant quelques mois, les débats étaient plus ouverts que par le passé. Et la presse était davantage libre. Mais plutôt que d'apaiser les tensions, cette tentative désespérée n'a fait que galvaniser la colère du peuple éthiopien. La chute de Sélassié était devenue inéluctable.

Source: [Investig'Action](#)

Notes:

[1] [Le Point Afrique](#), 11 août 2016.

[2] Jacques Bureau, *Éthiopie. Un drame impérial et rouge*, Editions Ramsay, 1987

[3] J. Bureau p94

[4] John Markakis, *Ethiopia. The Last Two Frontiers*, James Currey, 2011

[5] Getachew Metaferia, *Ethiopia and the United States: History, Diplomacy and Analysis*, Algora Publishing, 2009

[6] Voir Getachew Metaferia, *ibid.*

[7] Gérard Prunier, *L'Éthiopie contemporaine*, CFEE-Karthala, 2007. p119

[8] Kwame Nkrumah, *Le néocolonialisme, dernier stade de l'impérialisme*, Ed. Présence Africaine, 2009

[9] Marcus Garvey, *The Marcus Garvey and Universal Negro Improvement Association Papers, Vol. IX*, University of California Press, 1995.

[10] Jacques Bureau, *ibid.*

[11] Jacques Bureau, *ibid.*

L'Éthiopie à la croisée des chemins: la dictature militaire de Mengistu

Au-delà des mythes, l'empire de Hailé Sélassié cachait une réalité terrible pour la majeure partie des Éthiopiens. Portés par un grand mouvement populaire, de jeunes officiers de l'armée renversent l'empereur en 1974. Mengistu devient le nouvel homme fort d'Éthiopie, mais se montre incapable de répondre aux aspirations du peuple. Comment la révolution a-t-elle fait basculer le pays dans la dictature militaire ? Pourquoi les Éthiopiens sont-ils restés condamnés à la misère avec, comme point d'orgue, la dramatique famine de 1984 ? Pourquoi, alors que Michael Jackson et les stars du monde entier récoltaient des dons pour les victimes, BHL et Glucksmann ne voulaient-ils pas aider l'Éthiopie ? Dans cette deuxième partie de notre entretien, Mohamed Hassan explore les contradictions de la dictature militaire du Derg. Il dévoile également les origines du TPLF, cette organisation politique qui a succédé à Mengistu et qui s'accroche au pouvoir depuis plus de vingt ans. Dimanche 9 octobre, alors que la révolte gronde partout dans le pays, le TPLF a décrété l'Etat d'urgence.

Confronté à une révolte grandissante, Hailé Sélassié engage des réformes et nomme un jeune Premier ministre. Visiblement, ces quelques changements n'ont pas permis d'apaiser les choses. Pourquoi ?

Les Ethiopiens n'étaient plus dupes. Les ministres ne pouvaient plus jouer le rôle de fusible, cette technique avait vécu. Et les dernières réformes lancées par l'empereur et son jeune premier ministre comme de la poudre aux yeux ne pouvaient masquer la fatale réalité: l'Éthiopie ne s'était jamais réellement modernisée. Son économie n'aurait pas fait tache au Moyen-âge, mais dans la deuxième moitié du 20e siècle... L'aristocratie vivait toujours sur le dos des paysans tandis que l'industrie n'employait que quelque 60.000 personnes et ne fournissait que 15% du PNB. 70% des investissements venaient de l'étranger. En même temps, la population avait explosé dans les grandes villes. Entre les années 50 et 70, le nombre d'habitants à Addis-Abeba était passé de 300.000 à 700.000, d'autres villes de province doublant aussi de taille. Mais l'économie n'avait pas suivi, si bien que le taux de chômage urbain pouvait atteindre jusqu'à 50%.[\[1\]](#)

Quand Sélassié a rendu la presse et les débats plus libres, ça n'a donc pas calmé le jeu. Au contraire, les tensions étaient encore plus exacerbées. Les Ethiopiens ne se gênaient plus pour dire tout le mal qu'ils pensaient de l'empereur et de son régime féodal. Deux partis civils ont émergé dans ce contexte, puisant leurs racines dans le mouvement étudiant. Les plus jeunes étaient regroupés dans le Parti Révolutionnaire du Peuple Ethiopien (PRPE) tandis que la vieille génération militait au sein du Mouvement Socialiste pan-éthiopien (MEISON). Les deux formations partageaient les mêmes idées sur l'égalité des nationalités. Elles étaient également convaincues qu'il fallait gagner le soutien des paysans

en menant une réforme agraire. Il serait alors possible de constituer une base sociale importante pour, finalement, mener une révolution nationale démocratique.

Si le PRPE et le MEISON partageaient les mêmes idées et le même plan de bataille, pourquoi n'ont-ils pas uni leurs forces ?

Les deux partis étaient en désaccord sur le rôle de l'armée. Pour les jeunes du PRPE, principalement des petits-bourgeois issus des villes, la révolution ne pourrait être menée que dans un Etat démocratique où le pouvoir serait confié aux civils. En revanche, la vieille garde du MEISON estimait qu'il fallait s'appuyer sur l'armée en exploitant les contradictions de classes qui traversaient cette institution mieux organisée. Le MEISON voulait ainsi soutenir les revendications des petits officiers pour renverser le gouvernement. Ce parti avait en fait adopté la théorie du dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev. Il prétendait qu'en Afrique l'intelligentsia révolutionnaire et les officiers révolutionnaires pourraient construire un Etat socialiste s'ils unissaient leurs forces.

Le MEISON avait-il fait le bon choix ? Ce sont bien des officiers de l'armée qui vont renverser l'empereur.

Malheureusement, ce n'était pas aussi simple. Tant le PRPE que le MEISON campaient sur leurs positions. Au lieu de poursuivre les discussions et de tenter de développer une nouvelle approche qui aurait pu satisfaire tout le monde sur base de leurs nombreuses convergences, les membres des deux partis ont commencé à s'entretuer. Littéralement! Ce fut une lutte atroce. Près de 1200 jeunes révolutionnaires ont perdu la vie à cause de ce conflit entre deux partis qui n'étaient encore que des mouvements guidés par des petits-bourgeois. Le PRPE et le MEISON aspiraient à devenir des partis de masse en développant une base sociale parmi les paysans et les ouvriers. Mais ils ont échoué à cause de leurs dissensions.

Les officiers révolutionnaires ont profité de cette situation pour prendre le pouvoir et installer le Derg, qui signifie « comité militaire » en référence aux comités de soldats qui avaient été envoyés auprès de l'empereur. Le nouvel homme fort de l'Ethiopie était le lieutenant-colonel Mengistu Hailé Mariam. Dans un premier temps, il a appuyé la répression des membres du MEISON qui étaient hostiles à une alliance entre les civils et les militaires. Mais il s'est ensuite retourné également contre les cadres du PRPE qui avaient soutenu les officiers révolutionnaires. Mengistu n'entendait pas partager le pouvoir. Il organisa ainsi une grande opération d'alphabétisation des campagnes. Les étudiants devaient être les ambassadeurs de la révolution éthiopienne auprès des paysans. Ils devaient leur apprendre à lire et à écrire mais aussi prêcher la bonne

parole révolutionnaire dans les campagnes. En réalité, cette opération visait surtout à éloigner les étudiants de la capitale afin qu'ils ne contestent pas le nouveau pouvoir. La CELU, principal syndicat éthiopien, avait milité aux côtés du mouvement étudiant pour faire tomber Sélassié. Lorsque Mengistu a voulu écarter ces jeunes révolutionnaires, le syndicat a protesté en appelant à une grève générale. En vain. Le lieutenant-colonel a aussitôt fait arrêter les principaux dirigeants de la CELU.

Quels changements le Derg a-t-il apporté en Ethiopie?

Les officiers du Derg se revendiquaient du marxisme à l'instar des principaux mouvements révolutionnaires du pays à l'époque. Arrivé au pouvoir, le Derg a donc lancé une grande vague de nationalisations. Les principales industries tombaient ainsi entre les mains de l'Etat. Des partenariats avec le privé étaient consentis pour certains secteurs comme l'exploration minière et la construction. Enfin, quelques pans de l'économie restaient totalement privés comme le transport et la petite manufacture.

Mais l'enjeu principal reposait sur l'agriculture. Le Derg amorça un changement radical en appliquant le slogan des communistes chinois qui avaient résonné durant les manifestations éthiopiennes: la terre à ceux qui la cultivent. Concrètement, Mengistu lançait en 1975 une grande réforme agraire. Les terres étaient déclarées propriété de l'Etat sans aucune compensation pour les propriétaires terriens. Des coopératives de paysans furent mises sur pied, des terres furent distribuées à ceux qui n'en avaient pas avec une limite de taille par exploitation. La vente et la location de terrains étaient par ailleurs interdites. La réforme agraire eut un gros impact surtout dans le sud du pays où l'exploitation des paysans était beaucoup plus rude. En dépossédant les grands propriétaires terriens, la réforme agraire permit également de miner les fondations de l'ancien régime et par conséquent, de consolider le pouvoir du Derg.

Ces réformes ont-elles permis d'améliorer les conditions de vie des Ethiopiens?

Pas vraiment. L'analyse du Derg n'était pas totalement erronée et répondait en partie aux aspirations populaires. Mais la maladresse du gouvernement, son autoritarisme, sa méconnaissance de toutes les particularités éthiopiennes et le manque de dialogue ont rendu l'application des réformes infructueuse. Prenons l'exemple de la réforme agraire. Elle était absolument nécessaire et l'idée d'attribuer des terres aux paysans était excellente. Mais peu de temps après son entrée en vigueur, le Derg revoyait le système de taxation avec des frais pour l'utilisation des terres agricoles et une taxe sur les revenus. D'abord très bas, les taux allaient progressivement augmenter. Les paysans étaient par ailleurs obligés de vendre leur production à une agence publique avec des prix fixés par l'Etat.

Après l'aristocratie de l'ancien régime et ses riches propriétaires terriens, les paysans tombaient-ils sous une nouvelle forme d'exploitation?

En fait, alors que l'agriculture représentait le principal secteur économique, le Derg souhaitait augmenter les revenus agricoles pour dégager des surplus qui auraient permis à l'Etat d'acheter ce qui lui manquait. Il aurait pu ainsi investir dans le développement d'autres secteurs économiques et moderniser le pays. Mais la taxation, telle qu'elle fut appliquée, a eu un effet contre-productif. Les paysans produisaient moins et consommaient davantage les fruits de leur labour car ils n'avaient aucune motivation à remettre à l'Etat une grande partie de leur travail. Ce sentiment des paysans était accentué par les nombreux fonctionnaires et organismes publics qui prenaient leur part dans la chaîne. Ils étaient perçus comme des parasites. La production agricole n'a donc pas décollé comme le Derg l'espérait. Et Mengistu était furieux: *“Produire seulement ce qui est nécessaire pour sa propre famille, refuser de mettre les cultures sur le marché jusqu'à ce que les prix augmentent, produire volontairement moins pour faire grimper les prix, tout cela est une manifestation d'attitudes individualistes et antisocialistes.”*^[2]

Les mouvements révolutionnaires affirmaient qu'il fallait gagner le soutien des paysans pour développer un parti de masse. Mengistu a-t-il échoué?

Oui, c'était un échec. Les paysans s'étaient débarrassés des parasites de l'ancien régime mais voyaient débarquer des nouveaux intermédiaires. C'était très mal perçu. *“Vous pensez peut-être que nous sommes paresseux, résumait un planteur de café. Nous ne le sommes pas. Voyez comme nous travaillons, et nous sommes prêts à travailler davantage. Mais plus nous produisons, plus l'appétit de ceux qui vivent à nos dépens s'accroît.”*^[3] Le gouvernement avait mis sur pied des associations de paysans pilotées par des fonctionnaires. Dans certaines régions, elles étaient devenues des hauts-lieux de contestation. Les paysans y faisaient entendre leurs griefs. Ils réclamaient l'élimination des intermédiaires inutiles dans la chaîne agricole et un meilleur contrôle de leur production. Mengistu ne les a pas écoutés, il a répliqué par l'arrestation des agitateurs. Avec la répression des syndicats et des étudiants, cet épisode montre bien comment le Derg s'est installé dans la dictature militaire au lieu de s'appuyer sur les masses.

Loin de rencontrer les espoirs de production du gouvernement, les problèmes du secteur agricole ont viré au drame avec la famine de 1984. L'une des pires en Ethiopie. Selon les principales estimations, elle aurait causé près de 500.000 victimes.

Mengistu n'avait pas plus d'excuses que Sélassié. La sécheresse est un facteur naturel, pas la famine. J'étais en Belgique quand c'est arrivé. Je me souviens que des personnes collectaient des vivres à la sortie d'un supermarché pour les

envoyer en Ethiopie. J'avais discuté avec eux et, dans leur panier, j'avais trouvé des produits qui venaient... d'Ethiopie! De fait, ce grand pays dispose d'énormément de ressources et a toutes les capacités pour nourrir sa population. Mais plusieurs obstacles se sont toujours dressés sur le chemin de la sécurité alimentaire. La topographie du pays tout d'abord. L'Ethiopie est traversée de montagnes abruptes auxquelles répondent des vallées profondes. De nombreux explorateurs ont témoigné de la complexité des paysages éthiopiens. Les routes et autres moyens de communication sont donc difficiles à mettre en place, ce qui a un sérieux impact sur le commerce, l'agriculture et le développement des services pour la population.

Mais cet obstacle n'est pas impossible à surmonter. Malheureusement, les régimes qui se sont succédé n'ont pas été à la hauteur pour relever le défi. C'était impossible dans l'Ethiopie féodale de Sélassié. Cela n'a pas été possible sous la dictature militaire du Derg. Mengistu a foncé sans suffisamment réfléchir ni dialoguer. Il a voulu appliquer des théories marxistes utilisées ailleurs sans tenir compte des spécificités éthiopiennes. Mais le marxisme n'est pas un mode d'emploi qu'il faut suivre à la lettre pour réussir. C'est une grille d'analyse, un outil que vous devez adapter au lieu et à l'époque. Et comme n'importe quel outil, le plus important est la façon de l'employer. Avec un marteau, je peux construire une maison ou briser le crâne de mon voisin. Le problème n'est donc pas le marteau, mais celui qui tient le manche.

Visiblement, il n'y a pas que les théories marxistes qui ont fait chou blanc en Ethiopie. Des projets de la Banque Mondiale ont également fait un flop total à l'époque.

C'est vrai. Dans les années 70 et 80, des experts de la Banque mondiale ont tenté de développer des projets pour surmonter les crises alimentaires. Sans succès. Cela avait commencé avec la famine de 1972. Des experts occidentaux avaient eu l'idée de connecter les éleveurs des plaines aux marchés des montagnes. Mais ils n'avaient pas une bonne connaissance des lieux et ont établi des routes qui ignoraient celles que les éleveurs utilisaient habituellement. C'était du gâchis car les nouvelles routes n'ont jamais été empruntées.

Durant les années 80, la Banque Mondiale a persévéré dans l'erreur, comme l'explique l'historien John Markakis: *“En ayant en tête le modèle des ranchs des pays développés, les plans avaient une conception uniforme pour toutes les zones, ignorant les différences significatives d'environnement, de modes de production, de structures sociales et de cultures. Le fait que les interventions pour le développement s'étaient focalisées sur le bétail plutôt que sur les gens était un autre problème, car elles avaient échoué à intégrer les connaissances des gens du coin et à les engager dans l'effort. (...) Néanmoins, Addis-Abeba est devenue dépendante des modèles clés en main importés, et ce n'est pas difficile*

de voir pourquoi. Son rôle est de fournir la bureaucratie qui absorbe le volume des fonds alloué aux projets. Le rapport final de la Banque Mondiale sur les Projets de Développement des Pâturages (1976-84) a montré que 60% des fonds était parti à l'administration."[\[4\]](#)

C'est ce qui a porté certaines personnes à vouloir couper les vivres à l'Ethiopie? La famine de 1984 avait déclenché un grand élan de solidarité en Occident. Michael Jackson et ses amis avaient récolté des millions de dollars avec la chanson *We are the World*. En Grande-Bretagne, Bob Geldof réunissait Mick Jagger, Freddy Mercury, Annie Lennox et bien d'autres. En France, Renaud suivait le mouvement avec une brochette d'artistes locaux. Mais, à contre-courant de cette mobilisation, Médecins Sans Frontières fustigeait le gouvernement éthiopien et son plan de villagisation des paysans affamés. Certains intellectuels comme Bernard-Henri Lévy et André Glucksman ont pointé les penchants marxistes et prosoviétiques de Mengistu, allant jusqu'à demander de couper l'aide à l'Ethiopie. Dans *Silence, on tue*, Glucksman écrivait que l'Ethiopie était "le nouveau pion (...) que l'URSS avance en Afrique en vue de la guerre décisive contre l'Afrique du Sud. Une fois ce dernier bastion blanc et "impérialiste" éliminé, l'Afrique sera mûre pour passer tout entière dans le camp soviétique".

L'idée était de construire des villages dans les terres fertiles du sud et d'y installer les paysans qui subissaient la sécheresse dans les contrées asséchées du nord. Et dans l'absolu, cette idée n'était pas totalement stupide. D'ailleurs, les Nations unies soutenaient le projet. Mais le Derg s'est attelé à la tâche sans beaucoup de discernement et avec une extrême brutalité, une fois de plus. Peu avant la période d'examens, des milliers d'étudiants et d'enseignants ont été envoyés dans la province pour construire des maisons en un temps record, alors qu'ils n'étaient pas vraiment à l'aise avec une pelle et du ciment. De plus, beaucoup de paysans ont été déplacés contre leur volonté. Le voyage était particulièrement difficile pour ces familles qui souffraient déjà de la famine. Les infrastructures n'étaient pas prêtes à leur arrivée. Et leur organisme devait affronter des maladies nouvelles en passant d'une région à l'autre. Le programme de villagisation fut donc un échec et entraîna des dizaines de milliers de morts. Enfin, quand la construction des derniers villages arriva à terme au début des années 90, la plupart de ceux qui avaient été déplacés retournèrent sur leurs terres d'origine, la sécheresse étant passée.

Les critiques étaient donc fondées?

Le problème est que certaines associations et certains intellectuels réactionnaires se sont emparés du dossier pour porter un agenda politique en pleine guerre froide. La tendance est apparue durant la guerre du Biafra (1967-1970). On s'est rendu compte qu'auprès de l'opinion publique, les déclarations des humanitaires

avaient symboliquement plus de poids que celles des ministres ou des généraux. Elles ont donc été exploitées pour dénoncer des crises humanitaires et des violations de droits humains, avérées ou supposées. Le tout invariablement dirigé contre le même camp, comprenez le bloc communiste. *“Alertant l’opinion publique, nous mettions les politiques face à leurs responsabilités, nous les contraignons à intervenir pour arrêter le massacre”*, expliquera plus tard Claude Malhuret, ancien président de MSF, au sujet de la guerre d’Afghanistan (1979-1989).

Cet exemple est révélateur. On prétendait que les méchants soviétiques avaient envahi l’Afghanistan. Les moudjahidines défendaient leur pays et MSF était à leurs côtés. En réalité, l’organisation avait beaucoup de difficultés à travailler avec ces rebelles. Mais elle n’en fera pas étalage, concentrant ses condamnations tonitruantes contre les seuls Soviétiques. MSF masquera la vérité: c’est la CIA qui avait provoqué une intervention de l’URSS en finançant et en armant les moudjahidines pour déstabiliser un gouvernement afghan allié de Moscou. L’ancien directeur de la CIA, Robert Gates, et le conseiller de la Maison Blanche, Zbigniew Brzezinski, le confirmeront. En outre, cette guerre provoquée par les Etats-Unis et défendue par MSF aura des conséquences désastreuses. A la fin des années 1970, il y avait de l’espoir en Afghanistan. Après l’opération de la CIA, le pays va plonger dans la guerre civile, donner naissance à Al-Qaida et voir débarquer les Talibans, avant de connaître l’invasion de Bush en 2001. En fait, nous subissons encore aujourd’hui les répercussions de l’opération afghane.

Et en Ethiopie, quel était l’agenda de ces drôles d’humanitaires?

L’humanitaire se muait en cheval de Troie pour le droit d’ingérence et le soft power des Etats-Unis. L’Ethiopie prosoviétique de Mengistu n’a pas échappé au phénomène et la famine a offert à quelques intellectuels réactionnaires l’opportunité de taper encore plus fort sur le communisme. Bernard-Henri Lévy s’y était déjà essayé quelques années plus tôt à la tête d’un convoi humanitaire au Cambodge pour venir au secours du peuple affamé. Flanqué d’une armada de journalistes, le convoi fut refoulé à la frontière. On apprendra plus tard qu’il n’y avait pas de famine au Cambodge à ce moment-là mais, au moins, les reportages étaient dans la boîte.

En Ethiopie par contre, la famine était bien réelle. Glucksman et Lévy n’ont évidemment pas manqué d’établir un lien de causalité entre les théories marxistes du Derg et la famine, se gardant bien de rappeler que le fléau avait déjà sévi du temps de Ménélik et de Sélassié. Les chevaliers blancs avaient également accusé les donateurs d’entretenir une dictature corrompue, pour le plus grand malheur des Ethiopiens. Fallait-il pour autant couper le robinet des aides? Le bilan de la famine aurait été encore plus désastreux. Reste à savoir

combien de vies Glucksman et Lévy étaient prêts à sacrifier pour voir tomber le Derg. Heureusement, les organisations internationales ont continué leur travail en Ethiopie en essayant parfois d'infléchir les choix de Mengistu. Sans trop de succès, il faut bien le reconnaître.

La question des paysans occupait une place centrale dans les manifestations qui ont conduit à la chute de Sélassié. Mais la réponse du Derg à cet enjeu fondamental s'est soldée par un échec dramatique. Voyons une autre revendication importante du mouvement révolutionnaire: l'égalité des nationalités en Ethiopie. Quelles solutions Mengistu a-t-il apporté à cet épineux problème?

Sur ce point, il y a eu des avancées notables durant la dictature militaire. Arrivé au pouvoir, Mengistu avait promis que l'Ethiopie serait un Etat plurinational. *“Plus aucune nationalité ne dominera les autres”*, avait prononcé le président lors d'un discours. Concrètement, ceux qui n'étaient pas Amhara ne cherchaient plus à cacher leurs origines comme par le passé. L'islam pouvait sortir du placard et ses adeptes étaient reconnus comme de véritables Ethiopiens pour la première fois dans l'histoire du pays. Trois jours de fête musulmans étaient d'ailleurs reconnus comme jours de fête nationale. Cela peut paraître anecdotique. Mais quand on pense que certains empereurs avaient tenté d'éradiquer l'islam d'Ethiopie, cette nouveauté du calendrier témoigne d'un changement radical dans les mentalités.

Mengistu avait également mis sur pied un Institut des nationalités qui regroupait des géographes, des ethnologues, des économistes et toute une série d'autres spécialistes. Ils ont mené des enquêtes, réalisé des sondages, étudié des manuscrits anciens et discuté avec des villageois aux quatre coins du pays. Le but était de voir comment vivait chaque groupe ethnique basé en Ethiopie.

Plus d'un siècle après l'instauration d'un empire centralisé qui préfigurait l'Ethiopie moderne, les Ethiopiens ne se connaissaient toujours pas?

Comment auraient-ils pu? Historiquement, la topographie et le manque de moyens de communication a empêché une bonne connaissance des communautés qui peuplaient ce vaste pays. Mais surtout, de Tewodoros à Sélassié en passant par Ménélik, aucun empereur ne s'est vraiment penché sur la question. Ils avaient leur propre vision de l'identité nationale et tous les Ethiopiens devaient nécessairement se fondre dans le moule. Vous voyez qu'entre les empereurs féodaux d'Ethiopie et certains politiciens occidentaux d'aujourd'hui, il n'y a pas grande différence. Ces gens sont arriérés. (Rires)

Mengistu a donc créé cet Institut des nationalités mais cela s'est retourné contre lui à cause de la Somalie. La Somalie historique a été arbitrairement découpée

par les puissances coloniales. En 1959, la Somalie est devenue indépendante avec la fusion des Somalies britannique et italienne. Mais il restait des morceaux de la Somalie historique dans les pays limitrophes, à savoir le Kenya, Djibouti et l’Ethiopie. D’ailleurs, les cinq branches de l’étoile du drapeau somalien représentent les cinq parties de cette Somalie historique. En adoptant ce symbole, le gouvernement somalien voulait faire passer un message: deux parties de la Somalie ont été réunies mais trois manquent encore à l’appel. Une importante communauté de Somali vit ainsi dans le sud-est de l’Ethiopie, plus particulièrement dans la région de l’Ogaden. Si bien qu’en 1978 Mengistu avait dû repousser une offensive militaire de son voisin somalien, Siad Barré, qui voulait annexer cette région. Pour Mengistu, l’Ethiopie était un Etat plurinational, certes, mais rien ne pouvait remettre en cause son unité ni son intégrité. Et voilà que quelques années à peine après la guerre de l’Ogaden, les experts de l’Institut des nationalités confirmaient par leurs études toutes les théories sur la Somalie historique. D’une certaine façon, ces experts donnaient raison aux habitants de l’Ogaden qui souhaitaient être rattachés à leur voisin somalien.

Comment Mengistu a-t-il réagi?

Il a coupé court à l’expérience de l’institut. De toute façon, l’égalité des nationalités n’aurait jamais pu être accomplie dans l’Ethiopie de Mengistu. Cette question ne peut être résolue que sur une base démocratique. Or, dans la dictature militaire, les différentes ethnies pouvaient s’habiller librement, garder leur nom et parler leur propre langue. Mais finalement, elles devaient toutes dire la même chose et ne pas contrarier le lieutenant-colonel. Comment garantir l’égalité des citoyens dans ces conditions? De plus, si les différentes ethnies trouvaient une représentation au sein de l’Etat, concrètement, le Derg restait dominé par une minorité d’Amhara d’où étaient issue la majorité des officiers révolutionnaires.

Enfin, l’égalité des nationalités n’aurait jamais pu se concrétiser sans apporter une réponse au problème érythréen. Mais Mengistu s’est montré encore plus intransigeant que ses prédécesseurs. Dans la dictature militaire, l’armée absorbait la plus grosse part du budget national. Après avoir repoussé l’invasion somalienne et alors qu’il bénéficiait d’une aide militaire considérable de l’Union soviétique, Mengistu a cru qu’il pourrait venir à bout de la résistance érythréenne. En 1982, après avoir rapatrié en Ethiopie tous les fonctionnaires qui travaillaient dans l’ancienne colonie italienne, le dictateur lançait la campagne Red Star. 120.000 soldats étaient mobilisés avec un double-objectif : défaire le Front populaire de libération de l’Erythrée (EPLF) et reconstruire l’Erythrée en tant que partie de l’Ethiopie.

Là encore, l’entreprise de Mengistu s’est soldée par un échec. Pourquoi?

Les Ethiopiens étaient plus nombreux et mieux équipés. Mais ils n'avaient pas de motivation. Ils ne faisaient qu'obéir aux ordres d'un dictateur qui martelait que l'Ethiopie était indivisible alors que ceux qui portaient les fusils n'avaient aucun droit et subissaient le chauvinisme Amhara. En face, les Erythréens luttèrent pour obtenir leur indépendance après des décennies d'injustice. La campagne Red Star leur a fait du tort. Mais l'EPLF s'est replié, a fait preuve de patience et s'est reconstruit. Il pouvait compter sur le soutien de la population car, dans les territoires contrôlés, les résistants construisaient des écoles et des hôpitaux. Ils aidaient les paysans dans leur travail. Ce n'est donc pas juste un mouvement qui luttait pour l'indépendance, c'était littéralement tout un peuple qui portait un projet de société.

Après un repli tactique, l'EPLF a repris la guérilla. Des unités mobiles et flexibles lançaient des attaques éclair contre les troupes éthiopiennes. Après chaque victoire, les soldats de l'EPLF récupéraient les armes de leur ennemi. Les Erythréens se sont ainsi progressivement constitués une armée avec des équipements modernes. A la fin, ils disposaient même de tanks! Et après trente années de lutte – le plus long combat de libération nationale d'Afrique – les Erythréens obtenaient leur indépendance. Mengistu, lui, s'enfuyait au Zimbabwe. C'était en 1991.



Les Érythréens ont dû se battre durant plus de 30 ans pour obtenir leur indépendance.

Les Erythréens n'étaient pas les seuls à combattre Mengistu. Comment était organisée l'opposition en Ethiopie?

Le Derg n'était pas parvenu à concrétiser l'égalité des nationalités en Ethiopie. Si bien que des mouvements de résistance s'étaient développés un peu partout dans le pays, sur des bases ethniques. Il y avait le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), le Front de libération Oromo (OLF), le Front de libération des Somali Aboo (SALF) ou encore le Front de libération Afar... Tous ces groupes menaient une lutte armée contre le pouvoir central afin d'obtenir l'indépendance de leur région. Mais, seul, aucun n'était en mesure de prendre le dessus sur l'armée du Derg. Plusieurs éléments allaient cependant faire pencher la balance.

Tout d'abord, Mengistu était devenu totalement dépendant de l'aide militaire soviétique. Durant les années 80, l'URSS était engagée en Afghanistan et la question éthiopienne n'était pas prioritaire. L'Union soviétique était en outre minée par une série de problèmes internes. Gorbatchev lançait la Perestroïka en 1985 pour tenter de sauver les meubles. Mais ces réformes n'allaient pas empêcher l'effondrement du bloc soviétique. A la fin des années 80 donc, la dictature militaire du Derg voyait son principal soutien s'évaporer. En mars 1989 d'ailleurs, des soldats de l'armée éthiopienne tentèrent de renverser Mengistu. Parmi les revendications, on retrouvait une fois de plus l'ouverture de négociations avec les Erythréens. Les différentes offensives lancées par Mengistu n'avaient pas permis de terrasser la résistance de l'EPLF et les soldats éthiopiens étaient épuisés par ce conflit. Mengistu parvint à réprimer la tentative de coup d'Etat mais il en sortit affaibli. Comme Gorbatchev, il lança des réformes pour prolonger la vie d'un régime arrivé à bout de souffle. Après avoir tout nationalisé, Mengistu commença à tout libéraliser.

Quel impact eurent les réformes?

Aucun. Le régime était déjà condamné quand le Derg lança les réformes. Le coup de grâce vint d'une vaste offensive lancée par les Tigres du TPLF en 1991. D'une certaine manière, ce mouvement a fait cause commune avec les Erythréens de l'EPLF pour renverser Mengistu. Ils étaient voisins et les cadres des deux organisations partageaient des racines communes. Le Derg n'avait d'ailleurs pas prêté beaucoup d'attention à l'insurrection du TPLF, pensant qu'elle ne survivrait pas à une défaite de l'EPLF. Mais les Erythréens ont vaincu l'armée de Mengistu sur leurs terres, offrant une voie royale au TPLF en Ethiopie.

Cependant, la relation entre ces deux mouvements de résistance n'a pas toujours été au beau fixe. Ce qui s'explique par la mentalité très étroite des dirigeants du TPLF. Ils n'ont jamais été capables de résoudre leurs contradictions internes par la discussion mais fonctionnaient par putschs au sein du parti. Les cadres fondateurs ont d'ailleurs été écartés par une jeune génération qui comprenait un certain Meles Zenawi. De tendance marxiste-léniniste, le TPLF suivait alors la ligne de Mao. Quand les jeunes ont pris la direction du mouvement, un Britannique leur a remis un livre d'un groupe pro-albanais et ils ont commencé à suivre la ligne d'Enver Hoxha. Dans un Congrès retentissant de 1985, les cadres du TPLF ont ainsi condamné Mao. A leurs yeux, c'était un révisionniste. Zenawi et sa bande ont également mis dans le même panier la Chine, l'Union soviétique et les Etats-Unis: toutes des puissances impérialistes! Ce qui trahissait une profonde méconnaissance de la nature de l'impérialisme et la vacuité de leur analyse politique. C'est Lénine qui a le mieux cerné cette nature, démontrant comment le capitalisme conduisait à l'impérialisme, les grandes puissances

capitalistes cherchant à se partager le monde pour exporter les capitaux que leurs économies devaient nécessairement amasser. Même si l'Union soviétique a pu commettre des erreurs dans sa politique étrangère, en soutenant Mengistu notamment, la mettre au même niveau que les Etats-Unis dénotait d'une faiblesse théorique.

Quelle était la vision du TPLF?

Pour eux, le chauvinisme Amhara avait engendré une telle haine entre les différentes nationalités d'Ethiopie que le seul moyen pour les Tigré d'accéder à la démocratie était d'obtenir l'indépendance de leur région. Des délégués du PRPE étaient présents au Congrès de 1985. Souvenez-vous, ce mouvement avait participé aux manifestations pour faire tomber Sélassié. Mais il refusait de confier le pouvoir aux militaires si bien que le Derg l'avait durement réprimé. Il a poursuivi la lutte armée durant les années de la dictature de Mengistu avec des forces très limitées. Représenté au Congrès du TPLF de 1985, le PRPE s'est opposé à ce mouvement du Tigré qui prétendait incarner l'avant-garde de la résistance à Mengistu. *“Vous êtes une organisation ethnique et vous réclamez l'indépendance de votre région, avait déclaré en substance le délégué du PRPE. Comment pouvez-vous dès lors être l'avant-garde de la résistance éthiopienne? Nous ne représentons pas un groupe ethnique, nous nous battons pour tous les Ethiopiens. C'est à vous à rejoindre notre combat.”*

Mais les jeunes cadres du TPLF ne voulaient rien entendre. Leur vision étroite a d'ailleurs fait l'objet de discordes avec les Erythréens de l'EPLF. Pour avoir vécu de nombreuses tentatives d'ingérence durant leur combat pour l'indépendance, les Erythréens n'avaient pas l'habitude de s'immiscer dans les affaires des autres organisations. Ils ont toutefois commis une exception en 1985, après le Congrès du TPLF, en publiant un long document sur l'indépendance de l'Erythrée et les mouvements démocratiques éthiopiens. Le texte revenait sur la création de l'Ethiopie, analysait les différentes contradictions qui traversaient ce pays et dressait un inventaire des organisations actives dans la résistance. L'EPLF était d'accord sur le fait qu'il y avait un sérieux problème de nationalités en Ethiopie. Mais il estimait que ce défi pourrait être relevé à travers la lutte des classes, dans une Ethiopie démocratique.

Le TPLF n'était pas d'accord avec ça?

Une fois de plus, il n'a rien voulu entendre. Le TPLF a lui aussi produit un document : “Nos différences avec l'EPLF”, dans lequel il demandait comment les Erythréens pouvaient dire aux Tigré ce qu'ils devaient faire. Pour le TPLF, c'était une incursion inadmissible. Sur le fond, les leaders Tigré étaient convaincus qu'en Ethiopie le problème des nationalités primait sur celui de l'économie et des classes sociales. Pour eux, les différentes ethnies ne pouvaient

pas vivre ensemble. Ils sont donc restés accrochés à l'indépendance de leur région et ont pris leur distance avec leurs camarades d'Erythrée.

Mais c'est bien une offensive du TPLF sur la capitale Addis-Abeba qui a provoqué la fuite de Mengistu en 1991. Pourquoi les Tigré sont-ils finalement sortis de leur région?

Durant les années 80, alors que le Derg concentrait ses efforts sur l'Erythrée, le TPLF est devenu militairement plus fort. Il s'est également constitué une base sociale importante dans le Tigré. Mais il a aussi compris que l'indépendance de la région ne serait pas possible sans le renversement de Mengistu. Le lieutenant-colonel aurait immédiatement déclaré la guerre à cette République indépendante du Tigré. Zenawi et sa clique ont donc eu l'idée de prendre Addis-Abeba pour pouvoir ensuite organiser un référendum qui accorderait l'indépendance de leur région.

Cependant, pour parvenir à prendre la capitale, le TPLF devait se réconcilier avec les Erythréens et coordonner la lutte armée. Il leur fallait aussi des alliés en Ethiopie et leur regard s'est logiquement porté sur la principale ethnie du pays, les Oromo. Le TPLF n'entretenait pas de très bonnes relations avec le Front de Libération Oromo (OLF). Leurs analyses réciproques divergeaient trop. Les Tigré ont donc créé leur propre mouvement Oromo. L'Organisation démocratique du peuple Oromo (OPDO) a vu le jour, composée de soldats Oromo du Derg que le TPLF avait fait prisonniers. Le TPLF pouvait également compter sur d'anciens membres du PRPE qui avaient fondé un nouveau parti, le Mouvement Démocratique des Peuples Ethiopiens (EPDM), proche des Tigré. Avec ces différentes organisations, Zenawi allait fonder une coalition, le Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens (EPRDF).

C'est cette coalition EPRDF qui a remporté 100% des sièges lors des élections législatives de 2015?

Exactement. Cette coalition occupe le pouvoir depuis la chute de Mengistu en 1991. Mais derrière cette organisation, le TPLF tire les ficelles. En fait, alors que la chute du Derg était imminente, Zenawi a marché vers Addis-Abeba. Mais pour prendre la capitale, il ne pouvait pas se présenter comme un rebelle du Tigré. Il lui fallait une robe de mariée. Cette robe, c'était l'EPRDF. Un dictateur tombait à nouveau en Ethiopie. Mais les problèmes du pays étaient loin d'être résolus.

Source: [Investig'Action](#)

Lire la première partie: *L'empire de Sélassié*

Notes:

[1] Gérard Prunier, *L'Éthiopie contemporaine*, Editions Karthala, 2007

[2] John Markakis, *Ethiopia. The Last Two Frontiers*, James Currey, 2011

[3] Jacques Bureau, *Éthiopie. Un drame impérial et rouge*, Editions Ramsay, 1987

[4] John Markakis, *Ibid.*

L'Éthiopie à la croisée des chemins :

l'apartheid de Zenawi

“Si vous parlez de démocratie, ils vous tuent. Si je retourne en Éthiopie, peut-être qu'ils vont me tuer, ou me mettre en prison.” Après avoir décroché la médaille d'argent au marathon des Jeux olympiques de Rio, Feyisa Lilesa a braqué les projecteurs sur l'Éthiopie. Il aura fallu que ce coureur franchisse la ligne d'arrivée en croisant les bras au-dessus de la tête pour que les médias s'intéressent un peu aux manifestations sévèrement réprimées qui font trembler le régime depuis plus d'un an. Comment l'Éthiopie a-t-elle sombré dans une nouvelle dictature après s'être délivrée de Sélassié et de Mengistu ? La famine sévit toujours ; la faute aux phénomènes climatiques ou au programme de location des terres qui brade les richesses du pays aux multinationales de l'agrobusiness ? Meles Zenawi était-il vraiment un dirigeant africain admirable qui s'est battu pour “*sortir des millions d'Éthiopiens de la pauvreté grâce à son action en faveur de la sécurité alimentaire*”, comme l'a déclaré Obama ? Pourquoi un milliardaire saoudien, originaire d'Éthiopie, a-t-il versé un chèque de deux millions de dollars à la Fondation Clinton ? Dans cette dernière partie de notre entretien, Mohamed Hassan dévoile les enjeux d'une crise qui pourrait radicalement changer le visage de l'Éthiopie. Il en appelle à l'union des forces progressistes éthiopiennes pour sauver le pays de l'implosion.

En 1991, le lieutenant-colonel Mengistu est renversé après dix-sept années de pouvoir. Le Front de libération du Peuple du Tigré (TPLF) a largement contribué à la chute du dictateur en combattant l'armée du Derg aux côtés des Érythréens. Ce mouvement d'opposition réclamait alors l'indépendance du Tigré. Mais lorsque Mengistu s'enfuit, Meles Zenawi, le leader du TPLF, s'installe à Addis-Abeba. Pourquoi ?

L'historien britannique Eric Hobsbawm a réalisé une étude très intéressante du banditisme^[1]. Il distingue tout d'abord les bandits des criminels des bas-fonds, le banditisme social constituant “*un défi de principe pour l'ordre établi de la société de classes et pour son fonctionnement politique, quels que soient les arrangements qu'il trouve en pratique avec les deux.*” Hobsbawm ajoute que les bandits “*partagent les valeurs et les aspirations du monde paysan et, en tant que hors-la-loi et rebelles, sont généralement sensibles à ses poussées*

révolutionnaires.” En s’appuyant sur de nombreux exemples, l’historien démontre ainsi que les bandits et les révolutionnaires sont semblables à bien des égards. Mais il y a quand même un aspect fondamental qui différencie les deux selon Hobsbawm : contrairement aux révolutionnaires, les bandits n’ont pas vraiment de projet de société. Si je vous explique cela, c’est parce qu’en Éthiopie, Zenawi et le TPLF n’étaient pas des révolutionnaires, mais des bandits.

Ils tenaient pourtant un discours très engagé...

Mais ce jargon n’a servi qu’à masquer le vide abyssal de leur projet. L’idée de Zenawi était simple : d’abord, prendre la capitale Addis-Abeba et ensuite, organiser un referendum qui aurait accordé l’indépendance au Tigré. Mais qui aurait accepté cela ? Certainement pas la communauté internationale. Et encore moins l’Organisation de l’Unité Africaine qui tenait au strict respect des frontières du continent de peur de voir l’Afrique s’embraser.

L’idée de Zenawi était donc simple sur le plan théorique. Mais en pratique, elle était difficilement réalisable. Un autre facteur va le faire changer d’avis : le soutien des Etats-Unis. En effet, le rebelle du Tigré avait l’opportunité de prendre les rênes de l’Éthiopie plutôt que d’arracher l’indépendance de sa région. Et Washington l’a soutenu dans le premier choix.

Comment Zenawi était-il entré en relation avec les Etats-Unis ?

Mengistu était soutenu par l’Union soviétique. Si bien que Washington s’intéressait aux mouvements qui combattaient le principal allié africain de Moscou. Le TPLF a ainsi noué de nombreux contacts avec les Occidentaux, principalement les Etats-Unis. Les ONG présentes dans la région ont facilité les choses. Sous couvert d’actions humanitaires, elles étaient actives dans le maquis et pouvaient jouer les intermédiaires entre la rébellion du Tigré et les autorités US. C’est d’ailleurs comme ça que Zenawi a rencontré l’une de ses meilleures amies, Gayle Smith. Elle travaillait pour l’une de ces ONG présentes au Tigré durant la guérilla. Récemment, Obama l’a nommée à la tête de l’Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID). Officiellement, cet organisme a pour mission d’aider les pauvres, de promouvoir la démocratie et de secourir les victimes de catastrophes naturelles. Dans les faits, l’USAID travaille avec le Département d’État et la CIA pour mener toute une série d’opérations sales. Particulièrement active en Amérique latine, cette agence s’est notamment illustrée lors de la tentative de coup d’État contre Hugo Chavez en 2002. Je ne suis pas étonné que la meilleure amie de Zenawi se soit retrouvée à la tête de cette organisation.

Pourquoi les Etats-Unis ont-ils misé sur le TPLF, une organisation maoïste devenue pro-albanaise ?

À la fin des années 80, le régime de Mengistu était à l'agonie. Ce régime pseudo-marxiste était l'un des principaux alliés africains de l'Union soviétique. Il avait par ailleurs nationalisé de vastes pans de l'économie éthiopienne alors que l'empereur Sélassié avait ouvert le pays aux multinationales. Avec la chute du Derg, les Etats-Unis pouvaient espérer récupérer l'Éthiopie dans leur cercle d'influence. Encore fallait-il miser sur le bon cheval pour remplacer Mengistu.

Pour les Etats-Unis, la situation rappelait furieusement la montée au pouvoir de Sélassié. Souvenez-vous, nous avons vu dans la première partie de cet entretien comment le Département d'État avait trouvé un client idéal en la personne de Sélassié. C'était un jeune régent, imbu de sa personne et qui manquait cruellement d'analyse politique. Avec un tel dirigeant à la tête de l'Éthiopie, les Etats-Unis pouvaient espérer faire fructifier leurs intérêts dans ce grand pays d'Afrique. Ils ne seront pas déçus. La parenthèse du Derg a compromis les relations américano-éthiopiennes. Mais avec Zenawi, la chance souriait à nouveau aux Etats-Unis. En effet, les cadres du TPLF n'avaient pas une bonne connaissance de l'Éthiopie et de ses différentes régions. Leurs discours pseudo-marxistes masquaient un manque cruel de perspectives. Ils étaient vindicatifs, mais n'avaient pas de véritables projets. Leurs saillies contre l'impérialisme résonnaient faussement et leur compréhension du monde était très pauvre. Enfin, les bandits du TPLF étaient des girouettes qui gobaient tout ce qu'on leur donnait. Ils passaient ainsi d'un courant marxiste à l'autre. Et si Ben Laden avait envoyé une délégation auprès de Zenawi, le TPLF serait probablement devenu la branche chrétienne d'Al-Qaida dès le lendemain. La vacuité et la versatilité de ces bandits en faisaient de potentielles marionnettes de l'impérialisme US. Une fois de plus, les Etats-Unis ne seront pas déçus.

Zenawi prend donc le pouvoir en Éthiopie, mais sans véritable projet. Y a-t-il malgré tout des changements ?

Le changement le plus notable est apporté à la structure de l'État. Avançant sous la couverture de la coalition du Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens (EPRDF), le TPLF a introduit le fédéralisme ethnique en Éthiopie. Nous l'avons vu, le centralisme du Derg et son chauvinisme Amhara avaient engendré une multitude de mouvements de résistance basés sur des identités ethniques. Partant de là, le TPLF pensait résoudre tous les problèmes de l'Éthiopie en divisant le pays en neuf États régionaux disposant d'une relative autonomie.

Évidemment, la tâche était complexe. L'Éthiopie est composée de nombreuses nationalités qui ne restent pas cantonnées dans des territoires strictement définis.

Il y avait des déplacements de population et des mariages interethniques qui n'arrangeaient rien à l'affaire. Malgré tout, partant du travail de l'Institut des nationalités mis sur pied par Mengistu, une Commission spéciale créa neuf régions, appelées kilils. Le critère déterminant était la langue. La délimitation de ces territoires devait nécessairement amener des conflits. Mais dans un premier temps, ces problèmes étaient mis de côté.

Comment les différentes nationalités éthiopiennes ont-elles accueilli ce nouvel État fédéral ?

Plutôt bien au départ. Sous le Derg, l'égalité des nationalités était restée un vœu pieux. Par ailleurs, l'Éthiopie n'avait connu que des pouvoirs extrêmement centralisés depuis son unification. Mais voilà que la nouvelle Constitution du TPLF proclamait : *“Tout pouvoir souverain réside dans les Nations, Nationalités et Peuples d'Éthiopie”*. Chaque région était invitée à élire ses propres représentants et à établir ses propres institutions gouvernementales sur son territoire. Cette décentralisation offrit des opportunités aux diplômés des nationalités vivant dans la périphérie. L'administration publique devenait un nouvel eldorado pour ces jeunes relativement éduqués qui n'avaient jamais pu espérer prendre l'ascenseur social lorsque le pouvoir était monopolisé par l'élite Amhara.

Toutefois, la réforme buta sur quelques obstacles. D'abord, il suffisait parfois de savoir lire ou écrire pour se démarquer des autres et intégrer la fonction publique. Dans certaines régions, des personnes qui n'en avaient pas vraiment les compétences se sont donc retrouvées à occuper des postes importants. Cela pénalisait le fonctionnement de l'administration évidemment. Des rivalités claniques ont également éclaté par endroits. Quand ce n'était pas la corruption qui se développait. Ensuite, il y avait une marge énorme entre la théorie et la pratique. Comprenez par là que, dans les faits, le TPLF n'entendait pas partager équitablement le pouvoir avec les entités fédérées. Comme le pointe l'historien John Markakis, le financement des régions offre un test de vérité sur la décentralisation du pouvoir : *“Sous les régimes précédents, le système fiscal éthiopien était très centralisé. Près de 80 % des revenus de l'État étaient collectés par Addis-Abeba à travers des taxes sur le commerce extérieur et des contributions indirectes sur la production intérieure. [...] Le rapport entre le centre et les régions n'a pas changé avec le changement de régime. Au contraire, il est devenu plus déséquilibré. Les données fiscales de 1995 ont montré que le gouvernement central recevait environ 83,7 % de tous les revenus nationaux et 91.13 % de l'ensemble des revenus qui comprenaient notamment l'aide extérieure. Cela, alors que la charge pour l'approvisionnement des services sociaux, y compris la santé et l'éducation, était passée du centre aux kilils [gouvernements régionaux, NDLR]. Près de la moitié des dépenses des*

kilils (ordinaires et extraordinaires) et moins de 10 % des dépenses du gouvernement central vont aux services sociaux. Si bien que les kilils ne sont capables de financer que moins de la moitié de leurs dépenses ordinaires et rien de leurs dépenses extraordinaires à partir de leurs propres ressources. Et ils restent lourdement dépendants des subsides d'Addis Abeba.”[2]

Le fédéralisme n'a donc pas garanti la démocratie en Éthiopie ?

Tout d'abord, le fédéralisme n'est pas un remède miracle que l'on prescrit à n'importe quel pays en crise. Le fédéralisme s'inscrit dans un processus historique. Ça n'a rien à voir avec la langue et ça fonctionne dans le sens de l'unification. L'Histoire nous montre ainsi que des fédérations sont nées et sont devenues redoutablement efficaces après que des entités séparées avaient décidé de s'unir pour être plus fortes. Par contre, dans l'autre sens, les résultats ne sont pas probants. Si vous introduisez le fédéralisme pour diviser un État qui était uni, et si vous le faites de surcroît sur une base linguistique, le processus va conduire à l'échec. L'exemple de la Belgique est interpellant. Le fédéralisme y a considérablement compliqué le paysage institutionnel. On compte plus de soixante ministres pour onze millions d'habitants. C'est énorme ! Et ce n'est pas parce les ministres sont nombreux que le pays tourne mieux. Au contraire, cela a tendance à compliquer les choses. Par exemple, lors de la COP21, la Belgique est apparue ridicule, car les quatre ministres de l'Environnement que compte le pays ne parvenaient pas à trouver un pré-accord avant de participer à la conférence de Paris. De fait, les Flamands trouvaient que le compromis leur était défavorable. C'est que le fédéralisme n'a pas du tout permis de résoudre les problèmes communautaires. Quarante ans après le découpage institutionnel du pays, on parle régulièrement d'un possible éclatement de la Belgique.

Belgique et Éthiopie, même combat ?

En Éthiopie, le fédéralisme a également introduit des divisions sur des bases linguistiques. Mais les problèmes ne sont pas tout à fait les mêmes qu'en Belgique. Mengistu avait refusé d'appliquer l'égalité des nationalités car il la percevait comme une menace pour l'unité de l'Éthiopie. Le TPLF a par contre intégré ce principe d'égalité et l'a appliqué à travers le fédéralisme. Mais le fédéralisme selon Zenawi peut être résumé comme ceci : vous avez un beau poulet sur la table, vous prenez les meilleurs morceaux et vous donnez les restes aux autres. C'est ce qui s'est passé après la chute de Mengistu. Au nom du fédéralisme, les Tigré du TPLF ont dit aux différentes nationalités : *“Retournez dans votre région. Nous, nous allons nous asseoir à Addis et nous allons manger les meilleurs morceaux du poulet éthiopien”*. C'est une forme de colonialisme inversé.

Après Sélassié et Mengistu, l'Éthiopie devait donc sombrer dans une nouvelle dictature ?

Au-delà des beaux discours, une démocratie de façade s'est ainsi installée après la dictature militaire. En théorie, tous les Éthiopiens devaient avoir voix au chapitre et le pouvoir devait être partagé. En pratique, le TPLF, caché derrière la coalition de l'EPRDF, imposait sa volonté à tous. Par exemple, la Constitution prévoyait qu'un référendum pour l'autodétermination pourrait être organisé si 51 % des élus d'un parlement régional en faisait la demande. L'occasion s'est présentée dans la Région somali. Mais à la demande de referendum, le TPLF a répliqué en incarcérant une bonne partie des parlementaires somali. Pas question que la région devienne indépendante !

L'exemple des Oromo est également interpellant. Ils constituent la principale ethnie d'Éthiopie, représentant plus de 35 % de la population. Mais leur histoire est assez singulière. Bien que majoritaires, les Oromo ont toujours été marginalisés par le pouvoir central. L'absence historique d'un sentiment nationaliste fort et le manque de cohésion culturelle n'aidant pas ce groupe à peser de tout son poids démographique. *“À mesure que les pasteurs oromo se dispersent, acquièrent de nouveaux territoires et se mêlent à leurs vaincus, ils se détachent de leurs traditions d'origine, se désolidarisent les uns des autres et n'entretiennent plus que des relations épisodiques avec leur terre natale, l'actuel Borana où quelques tribus restent fidèles aux traditions anciennes, notait Jacques Bureau. À terme, les Oromo seront chrétiens ou musulmans, divisés en royaumes ou en sociétés segmentaires.”* [3]

Le TPLF se méfiait-il tout autant des Oromo ?

Oui, car leur poids démographique est une menace pour un pouvoir minoritaire comme celui du TPLF. D'autant plus qu'avec le temps et la répression du pouvoir central, le nationalisme oromo s'est développé. Les Oromo avaient leur mouvement de résistance contre le Derg, le Front de Libération Oromo (OLF). Un mouvement que Zenawi a tenté de contrebalancer en créant sa propre marionnette, l'Organisation démocratique des peuples Oromo (OPDO). Mais l'OLF est dans le cœur des Oromo, contrairement à l'OPDO qui est à juste titre perçu par la plupart comme un instrument du TPLF. En 1992, des élections régionales étaient organisées et Zenawi savait que l'OLF remporterait largement le scrutin en Oromia. Il a donc triché pour écarter l'OLF. Aujourd'hui, cette organisation vit en exil.



Le marathonien Feyisa Lilesa est d'origine Oromo.

À défaut d'assurer une représentation démocratique des différentes nationalités éthiopiennes, le fédéralisme ethnique était donc un instrument de pouvoir pour Zenawi ?

Exactement. Vous connaissez le vieil adage colonial : diviser pour régner. Zenawi a appliqué la même chose en Éthiopie. Il a tout fait pour saper le sentiment d'appartenance à la nationalité éthiopienne et diviser le peuple. Par exemple, la coalition au pouvoir de l'EPRDF comptait en son sein le Mouvement Démocratique des Peuples éthiopiens (EPDM), formé par d'anciens étudiants révolutionnaires. Avant les élections de 1995, Zenawi leur a dit qu'ils devaient changer de nom et devenir une organisation amhara. Des cadres de l'EPDM ont protesté car ils se sentaient Éthiopiens avant tout. Mais Zenawi leur a forcé la main. Le Mouvement Démocratique des Peuples éthiopiens est devenu le Mouvement national démocratique Amhara (ANDM). Ceux qui faisaient partie de l'EPDM mais qui n'étaient pas Amhara ont été renvoyés dans leur région d'origine où ils devaient créer de nouvelles organisations ethniques.

Zenawi a dirigé le pays depuis la chute du Derg en 1991 jusqu'à sa mort en 2005. Son parti a toujours remporté les élections avec des scores douteux. Pourquoi les Etats-Unis, qui se présentent comme les champions de la démocratie dans le monde, ont-ils fait de cette Éthiopie un allié

stratégique ? Ont-ils fermé les yeux sur les dérives dictatoriales de Zenawi pour garantir la stabilité de la Corne de l'Afrique ?

La Libye était stable avant que l'Otan ne soutienne un soulèvement armé dans l'est du pays. Depuis, le pays a sombré dans le chaos. De fait, la stabilité des pays du sud n'est pas spécialement un objectif poursuivi par les Etats-Unis. La stabilité ne vous met pas à l'abri des bombardiers US. Et ce n'est pas pour la stabilité que les Etats-Unis ferment les yeux sur les dérives de leurs alliés, fussent-ils de terribles dictateurs. Si vous comparez la liste des pays qui sont attaqués par les Etats-Unis à la liste des pays qu'ils soutiennent, vous remarquerez que la stabilité et la démocratie ne conditionnent pas les relations de Washington avec le reste du monde. L'Arabie saoudite et le Qatar sont des dictatures mais comptent parmi les amis proches des Etats-Unis. Le Chili d'Allende ou le Venezuela de Chavez étaient des démocraties mais cela n'a pas empêché la CIA d'y organiser des putschs. Israël est une source d'instabilité au Moyen-Orient mais Obama dit : *“Israël est un de nos alliés les plus forts”*. Les Etats-Unis ont par ailleurs dévasté des pays comme l'Irak, l'Afghanistan et la Syrie, faisant du Moyen-Orient une région chaotique où les groupes terroristes prospèrent. Et ils ne sont pas plus intéressés par la stabilité de la Corne de l'Afrique. L'impérialisme US a créé des problèmes au Soudan, jusqu'à diviser le pays. Il a également empêché la Somalie de se reconstruire, mandatant l'armée éthiopienne pour combattre les shebab somaliens. Enfin, Washington cherche à déstabiliser à coups de sanctions l'Érythrée car ce pays a le malheur de refuser les plans de la Banque mondiale et du FMI.

Si ce n'est ni la stabilité, ni la démocratie, qu'est-ce qui motive les relations diplomatiques des Etats-Unis ?

Les enjeux économiques priment avant tout. Si vous vous alignez sur la politique étrangère US et que vous contribuez à défendre les intérêts de l'impérialisme, vous serez un ami. Si vous ouvrez votre pays aux multinationales, si vous privatisez tout ce qui bouge et si vous placez vos économies dans les banques occidentales, vous serez un ami des Etats-Unis. Suivez à la lettre les conseils de la Banque mondiale et du FMI, Barack Obama vous rendra un vibrant hommage lors de vos funérailles.

Justement, à la mort de Zenawi, Obama n'a pas tari d'éloges : *“Le Premier ministre Meles mérite d'être reconnu pour avoir contribué toute sa vie au développement de l'Éthiopie et en particulier pour son engagement indéfectible auprès des pauvres d'Éthiopie. J'ai rencontré le Premier ministre Meles au sommet du G8 en mai dernier et je rappelle mon admiration personnelle devant son désir de sortir des millions d'Éthiopiens de la pauvreté grâce à son action en faveur de la sécurité alimentaire”*[\[4\]](#). Manifestement,

sur le plan économique, Zenawi avait donné entière satisfaction à son allié US...

La stratégie économique du TPLF a connu de multiples changements. Le mouvement était parti d'une ligne maoïste vers une ligne albanaise. Mais dans le courant des années 90, il changeait à nouveau son fusil d'épaule et adoptait le concept de "démocratie révolutionnaire". L'idée du TPLF était de se constituer une large base sociale parmi les paysans. Zenawi et son équipe montraient alors un profond désintérêt pour les grandes villes comme Addis-Abeba qu'ils considéraient comme des concentrés d'Amhara chauvinistes et de nationalistes Oromo. Ils estimaient que les citoyens ne pourraient jamais les comprendre. Autant travailler avec les paysans.

Ce nouveau changement devait aussi amorcer le rapprochement de l'Éthiopie avec l'Occident. Le TPLF abandonnait progressivement ses effrayants concepts marxistes-léninistes dans l'espoir de devenir plus respectable. Un document de travail de l'EPRDF de 1993 l'explique d'ailleurs très clairement : *“Deux raisons fondamentales font qu'il n'est plus possible ou plus nécessaire de continuer à indiquer dans notre Programme que les droits du peuple continueront à être respectés entièrement et que ceux de l'opresseur seront supprimés. Tout d'abord, une telle approche serait inacceptable aux yeux des démocraties occidentales et conduirait à une féroce opposition de la part de l'impérialisme... La seconde raison est qu'il est possible d'assurer les droits humains et démocratiques des masses sans supprimer tous les droits des oppresseurs.”* [5]

Concrètement, sur quoi devait déboucher ce nouveau concept de démocratie révolutionnaire ?

Le TPLF reprenait des idées du Derg en les formulant autrement. Concrètement, les objectifs étaient 1. Développer l'agriculture, principal secteur économique 2. Dégager des excédents 3. Amasser des capitaux et des devises étrangères 4. Acheter ce qui manque à l'Éthiopie.

Mais le TPLF avait aussi son propre agenda régional. Son objectif personnel était d'industrialiser la région du Tigré. Cette région était extrêmement pauvre. Il n'y existait rien. Mais en profitant de sa position dans le gouvernement central, le TPLF entendait capter les investissements pour développer une base industrielle dans sa région et alimenter cette industrie avec les matières premières qu'il siphonnerait dans le reste du pays. Le Tigré deviendrait ainsi une région prospère qui dominerait les autres marchés éthiopiens.

Ça n'a pas fonctionné. D'abord parce que le TPLF considérait les paysans comme une classe sociale homogène malgré les grandes disparités qui traversent le pays. Comme Sélassié et comme le Derg, le TPLF n'a donc pas réussi à faire

décoller la production agricole. Ensuite, le TPLF manquait d'ingénieurs spécialisés et de personnel compétent pour développer des industries dans le Tigré. La démocratie révolutionnaire à la sauce Zenawi n'a pas pris.

Le TPLF a-t-il alors changé son fusil d'épaule, une fois de plus ?

Le TPLF a commencé à créer des problèmes. L'élite économique du Tigré voulait dominer l'Éthiopie, mais enchaînait les déconvenues. Elle s'est donc attaquée à l'Érythrée car il lui fallait un bouc-émissaire. Depuis que l'ancienne colonie avait obtenu son indépendance en se battant aux côtés du TPLF pour faire tomber Mengistu, une zone de libre-échange avait été instaurée entre l'Éthiopie et l'Érythrée. La page était tournée et tout le monde pensait que les deux pays pourraient s'engager dans de meilleures relations. Mais, selon l'élite économique du Tigré, l'Érythrée étant plus avancée sur le plan industriel, la zone de libre-échange était défavorable à l'Éthiopie. Le TPLF a commencé à faire de la propagande contre l'Érythrée, ses dirigeants ont créé de faux problèmes et une guerre a finalement éclaté en 1998 pour une histoire de frontière. Le conflit a pris fin deux ans plus tard, avec les accords d'Alger. Une commission internationale a tranché le différend frontalier. L'Érythrée a immédiatement accepté le verdict. L'Éthiopie a mis par contre beaucoup de temps pour reconnaître les conclusions de la commission internationale. Toutefois, la tension entre les deux frères ennemis restera palpable. De nouveaux affrontements ont d'ailleurs éclaté en juin 2016.

Ce conflit persistant avec l'Érythrée démontre que le TPLF est une organisation incapable de résoudre ses contradictions démocratiquement. Le parti cherche la confrontation plutôt que le dialogue. Et cela vaut aussi pour son organisation interne. Une révolte a d'ailleurs éclaté dans les rangs du TPLF à la fin des années 90. Des membres du bureau politique ont tenté de renverser Zenawi. Ils ont même dirigé le pays entre 1998 et 2001. Le leader du TPLF a fini par reprendre la main en jetant ses opposants en prison et en raffermissant davantage son autorité. Mais le parti était en crise. C'est à ce moment que Zenawi a adopté une nouvelle idéologie, le *Developmental state*.

Un échec de plus ?

Pour l'Éthiopie, oui. Pour les comptes en banque des dirigeants du TPLF, non. La démocratie révolutionnaire n'avait pas fonctionné, car le gouvernement n'était pas parvenu à stimuler suffisamment la production agricole. Alors, plutôt que de concentrer ses efforts sur les paysans, le TPLF a directement misé sur les terres. L'Éthiopie est un grand pays qui dispose d'importantes capacités agricoles. Le gouvernement a tiré avantage de cette situation en louant les meilleures terres à des compagnies privées pour une exploitation purement commerciale.

Voilà qui tranche avec la politique agricole du Derg...

Au départ, le TPLF prétendait mener sa politique agricole dans la lignée du Derg. Mengistu avait mis fin aux privilèges des propriétaires terriens en allouant des terres aux petits paysans. Cette politique agricole était reprise dans la Constitution de 1995. Mais une nouvelle clause apparaissait : pour des raisons d'intérêt général, la terre pourrait désormais être expropriée par l'État. À la fin des années 90, Zenawi a donc commencé à chasser des paysans de leur terrain pour mettre en place un vaste programme de location des terres arables avec un prix de rente extrêmement faible, des exemptions de taxes et toute une série d'avantages fiscaux directs et indirects.

Avec des conditions aussi attractives, les terres agricoles d'Éthiopie sont devenues un nouvel eldorado pour les multinationales de l'agro-alimentaire. Des compagnies privées indiennes, malaisiennes, chinoises ou turques sont particulièrement actives dans ce secteur. Israël est également présent, tout comme des compagnies occidentales qui produisent notamment des agro-carburants. Plus d'un millier d'investisseurs étrangers ont ainsi été recensés dans les campagnes d'Éthiopie. L'un des plus importants est sans doute Mohammed al-Amoudi. Moitié éthiopien, moitié saoudien, il est le riche propriétaire de Saudi Star, une compagnie mandatée par la monarchie saoudienne pour cultiver du riz destiné à l'exportation vers l'Arabie saoudite. Les contrats de location portent sur des périodes reconductibles allant de 25 à 45 ans. Dans un premier temps, les régions étaient autorisées à négocier ces contrats avec les investisseurs privés. Mais le gouvernement s'en est depuis lors arrogé le droit exclusif. Signe que l'ethno-fédéralisme ne tient pas à grand-chose.

Officiellement, ce programme de location doit porter sur des terres sans propriétaire. Il doit en outre permettre de moderniser l'agriculture tout en apportant à l'Éthiopie des capitaux, des technologies et des devises étrangères qui permettront au pays de se développer. On pointe également des retombées pour les communautés rurales. N'est-ce pas une bonne idée ?

Allez dire cela aux villageois de la région Amhara, du Gambella ou de l'Ogaden pour ne citer qu'eux. Ils subissent les exactions de l'armée et des milices privées qui veillent à la sécurité des grandes fermes des compagnies privées. Ces mercenaires font place nette pour les investisseurs et les protègent des mouvements de résistance. Ils n'hésitent pas à mener des expéditions punitives dans les villages en commettant des viols et toutes sortes de massacres.

Les paysans ne devaient-ils pas être relogés dans de meilleures conditions ?

Le programme de villagisation mené par le TPLF est encore pire que celui qu'avait conduit le Derg. La junte militaire avait voulu déplacer les populations

frappées par la famine et, par la même occasion, vider des régions où la révolte grondait. L'opération avait été menée avec une violence criminelle, de nombreuses familles ne survivant pas au voyage. Mais le Derg avait tout de même lancé la construction d'infrastructures pour accueillir les déplacés et entendait résoudre le problème de la famine. Avec le TPLF, c'est encore pire. Le régime corrompu détourne l'argent destiné à la création des villages et se contente d'exproprier les paysans. Il les prive des terres qu'ils cultivaient pour nourrir leur famille et les abandonne à leur sort.

L'Oakland Institute a ainsi recueilli une série de témoignages éloquentes[6]. *“Les promesses de nourriture et d'autres services sociaux faites par le gouvernement ne se sont pas réalisées, confie un paysan du Gambella. Alors, les gens reviennent dans leur ancienne ferme. L'argent promis aux écoles et aux cliniques n'est pas venu. Aucun médicament n'est fourni dans les vieilles cliniques. Le gouvernement reçoit de l'argent des bailleurs de fonds, mais ce n'est pas transféré vers les communautés.”* Un autre villageois de la même région témoigne sur l'implantation de Karuturi, une multinationale indienne : *“Mon village est l'un des plus pauvres du Gambella. Derrière nos huttes, il y avait des forêts qui nous fournissaient des fruits, des médicaments et de l'huile. L'arbre de karité a des fruits bons pour l'huile et l'alimentation. Lorsque Karuturi est venu, nous avons perdu tous les bienfaits de la forêt, car ils ont pris le terrain à côté du village et ont défriché toutes les terres. [...] À Karuturi, le travail est dur et le salaire est faible. Les gens commencent à travailler à 8 heures du matin et terminent très tard, avec une heure de pause seulement. Les gens se sont plaints et ont réclamé une augmentation des salaires. Mais il n'y a pas de changement. Beaucoup d'enfants ont quitté l'école. Karuturi embauche des mineurs pour travailler dans les champs. [...] Ils nous ont dit : “Maintenant, nous allons faire plus de choses. Construire des écoles, fournir des soins de santé et tout ce que vous demandez.” Cela fait cinq ans, mais rien de ce qui a été promis ne s'est réalisé. Ils ne font rien. Mais l'ancien vice-président nous a dit : “Si quelqu'un se plaint d'eux, nous le mettrons en prison.” [...] Après la récolte, au lieu de laisser les villageois recueillir les restes, ils y mettent le feu. Leurs fermes sont protégées par les Forces de défense éthiopiennes. Le bétail va là-bas, mais il n'est pas autorisé à brouter. Et comme le bétail continuait à brouter, ils ont pulvérisé des produits chimiques sur les cultures. Plus d'une vingtaine de bestiaux sont morts. Nous savons que le bétail va mourir, mais nous n'avons pas d'alternative. [...] Maintenant, beaucoup d'investisseurs viennent de l'étranger et des hauts plateaux. Nous n'avons pas d'informations sur eux, mais nous savons que lorsque les investisseurs augmentent, nos problèmes augmentent. Ils enlèvent la terre et les forêts dont nous dépendons.”*

On parle aussi de massacres et de nettoyages ethniques...

Les Amhara ont été victimes de cette politique meurtrière, particulièrement dans le sud du pays. Cette tragédie est passée sous silence, mais les statistiques démographiques commencent à soulever des questions dérangeantes. En effet, selon l'agence centrale des statistiques, le nombre d'Amhara vivant en Éthiopie est inférieur de 2,7 millions aux dernières projections. Les prévisions sont correctes pour les autres nationalités. Certaines ont même dépassé les chiffres prévus. Mais pour les Amhara, il y a une différence difficilement explicable. Si bien que les Éthiopiens commencent à se demander où sont passés ces 2,7 millions d'Amhara. Des massacres ont par ailleurs été rapportés contre les Anuak du Gambella en 2003. Depuis, des milliers d'entre eux ont trouvé refuge dans des pays voisins comme le Soudan ou le Kenya. Il y a des témoignages terribles d'enfants qui ont vu leurs parents massacrés sous leurs yeux. Le gouvernement a répondu que les preuves étaient fabriquées et que le massacre des Anuak avait été commis par d'autres Anuak. Un réfugié, établi au Kenya, témoigne : *“Les Anuak sont partis en 2003-2004, après le massacre. Certains sont restés pour protéger la terre, afin qu'elle ne soit pas désertée. La délocalisation est difficile. J'ai été déplacé de la terre où mes ancêtres vivaient. J'ai été déplacé dans un nouvel endroit qui n'est pas fertile. Pour justifier la délocalisation, ils invoquent un meilleur accès aux services sociaux. Mais ça ne s'est jamais produit. Les gens meurent de maladies. Durant la délocalisation menée par les militaires, il y avait des meurtres. Des gens étaient torturés et battus. [...] Alors, les gens ont préféré partir pour rejoindre leurs parents réfugiés au Kenya. [...] Nous venons de terres fertiles. Nous habitons près des rivières, où il y avait du poisson. Maintenant, nous sommes jetés dans le désert pendant que des gens venus de l'étranger récoltent nos terres.”*

En 2007, le TPLF a encore conduit des opérations de nettoyage ethnique contre les peuples de l'Ogaden, dans les villages de Fik, Qoreh, Gode, Degehabur et Wardheer. Dans des raids meurtriers, les troupes de Zenawi ont massacré des milliers de paysans et ont violé les femmes. Voilà la face cachée du programme de location des terres. Ce programme dope la croissance économique éthiopienne et suscite l'admiration de nombreux économistes. Tout comme celle du président Obama qui a salué les efforts de Zenawi pour *“sortir des millions d'Éthiopiens de la pauvreté”*. C'est une honte.

Quel a été l'impact du modèle du *Developmental state* sur l'économie éthiopienne ?

Le TPLF voulait faire du Tigré le Singapour de l'Afrique. Le gouvernement s'est mis à privatiser à tour de bras pour attirer les investisseurs étrangers. Les capitaux ont afflué et la croissance économique a effectivement grimpé en flèche. Mais les brigands du TPLF n'ayant aucune vision pour le pays, il n'y a

eu aucune retombée positive pour les Éthiopiens. Au lieu de cela, la corruption a pris une ampleur phénoménale. Des membres et des proches du gouvernement ont acquis des entreprises pour une bouchée de pain. À Addis-Abeba, des généraux se sont lancés dans l'immobilier. Ils ont fait construire de beaux buildings et des complexes résidentiels avec piscines et terrains de tennis. Mais lorsque vous comparez leurs fiches de paie et la valeur de ces bâtiments, ça ne colle pas ! En fait, pour le TPLF, le *Developmental state* signifie développer ses poches aussi vite que possible. Car ils savent que tous leurs projets ont échoué et que le mécontentement ne cesse de croître. Alors que la dictature craque de toutes parts, l'enrichissement personnel est tout ce qui reste à ces bandits.

La croissance économique et les investissements des multinationales dans l'agriculture n'ont pas empêché la famine de frapper à nouveau l'Éthiopie. En avril 2016, l'ONU lançait un appel aux dons de 500 millions de dollars pour venir en aide à l'Éthiopie où dix millions de personnes dépendent de l'aide alimentaire, dont 400.000 enfants au bord de la malnutrition sévère. Bon nombre d'analystes ont pointé le phénomène climatique El Nino qui a rendu les trois dernières saisons de pluie anormalement basses.

El Nino, c'est du vent ! Quand le TPLF a pris le pouvoir en 1991, il aurait pu faire de la sécurité alimentaire un objectif prioritaire. Il aurait pu investir pour moderniser l'agriculture, développer les infrastructures dans les communautés rurales, construire des moyens d'irrigation efficaces et constituer des stocks de nourriture. Au lieu de ça, le TPLF a vendu les meilleures terres à des multinationales qui exportent leur production pendant que les Éthiopiens crèvent de faim. Ce n'est pas El Nino le responsable. C'est le TPLF qui tue l'Éthiopie. La sécheresse est un phénomène naturel, pas la famine.

Alors que la croissance économique a atteint des records ces dernières années et que l'on parle du miracle éthiopien, le pays reste confiné en bas du classement de l'Indice de Développement Humain, à la 176e place ; et l'aide au développement a doublé depuis 2004 pour atteindre 3,8 milliards de dollars l'an dernier, faisant de l'Éthiopie le cinquième pays récipiendaire au monde. Étrange contraste, non ?

Les ONG sont nombreuses en Éthiopie. Leur travail permet-il de limiter la casse ?

L'Éthiopie est devenue totalement dépendante des ONG. Mais l'efficacité de ces associations est toute relative. John Markakis explique comment, au début des années 2000, les principaux organismes de financement comme la Banque Mondiale, l'USAID ou la FAO se sont intéressés aux méthodes traditionnelles des éleveurs nomades. Pour des raisons environnementales liées à la surexploitation des pâtures, ces organismes se sont mis à défendre la cause des

éleveurs nomades avec le “zèle du converti”. Les grands organismes ont commencé à financer quantité de programmes. Les ONG ont poussé comme des champignons. Mais très peu de résultats au final pour les principaux intéressés. *“Un trait caractéristique du travail des ONG, c’est le manque de continuité, note John Markakis. Le discours des ONG regorge d’une anthologie de concepts prétendant assurer la “durabilité”, la “propriété collective”, l’“autonomisation des bénéficiaires”, les “projets participatifs” et d’autres choses impliquant que les communautés et les gouvernements locaux pourraient endosser le fardeau de la maintenance du projet après le départ des ONG. En vérité, malgré l’accent mis sur la main-d’œuvre intensive des technologies intermédiaires, la maintenance des coûts d’un projet moyen d’ONG est au-dessus des capacités techniques et financières des communautés et des gouvernements locaux. Les projets des ONG ont une durée de vie limitée. Quand l’argent cesse d’affluer, ils tombent à l’eau.”* [7]

On peut en outre interroger le besoin de voir des ONG occidentales sans cesse débarquer en Afrique pour accomplir des missions de base que les États devraient remplir. Le continent africain est le plus riche du monde. Pourquoi faut-il compter sur des bienfaiteurs étrangers pour construire des écoles, des cliniques ou des puits ? Ailleurs, les pouvoirs publics remplissent ces missions. Les pays africains manquent-ils de moyens ? Non. Au contraire, ce continent regorge de richesses. Mais depuis des siècles, elles sont siphonnées par les puissances impérialistes. Quelle ironie ! Les richesses de l’Afrique partent vers l’Occident et en retour, l’Occident envoie ses ONG pour aider les pauvres Africains. Il est temps de laisser l’Afrique disposer souverainement de ses richesses.

Corruption, pauvreté, famine, massacres... Le gouvernement éthiopien ne doit pas faire que des heureux. Comment l’opposition s’organise-t-elle ?

Difficilement. D’abord parce que le TPLF détourne l’enveloppe de l’aide au développement pour acheter les autorités locales et renforcer la répression. La situation est terrible, si bien que les mouvements de protestation rencontrent d’énormes difficultés. En avril 2001 par exemple, des milliers d’étudiants ont manifesté dans la capitale Addis-Abeba. Les déshérités ont rejoint le mouvement en masse. La manifestation a dégénéré en émeutes et la police est intervenue en tuant des dizaines de personnes. Des centaines d’autres ont été blessées. Plusieurs milliers de manifestants ont été arrêtés, dont des étudiants, des enseignants et des membres de l’opposition. Zenawi s’est vu également offrir de nouveaux moyens pour réprimer la contestation après le 11 septembre. L’Éthiopie a ainsi profité des attentats du World Trade Center pour se poser comme un partenaire de choix dans la lutte contre le terrorisme en Afrique de l’Est. L’aide militaire des Etats-Unis à l’Éthiopie a d’ailleurs augmenté de dix-

sept fois entre 2001 et 2004. Reconnaisante, l'armée éthiopienne a joué les sous-traitants en envahissant la Somalie pour combattre les rebelles islamistes. Le TPLF a également accueilli une base militaire au sud de la capitale d'où décollaient les drones d'Obama. Les Etats-Unis ont annoncé la fermeture de cette base il y a quelques mois. Mais ils garderaient une présence importante avec des détachements militaires dans plusieurs régions ainsi qu'un aérodrome permettant aux avions du Pentagone de décoller pour mener des raids en Somalie.

L'enveloppe de l'Oncle Sam n'est toutefois pas uniquement destinée à combattre les islamistes dans la Corne de l'Afrique. Le TPLF l'utilise aussi pour réprimer l'opposition en Éthiopie. Il a d'ailleurs fait passer des lois liberticides pour lutter contre le terrorisme. Mais ce n'est qu'un prétexte pour écraser toute forme de contestation. Si bien que de nombreux journalistes et opposants politiques croupissent dans les geôles éthiopiennes. Ce qui permet au TPLF, à travers la coalition de l'EPRDF, de cadenasser le système et de remporter chaque élection avec des scores ubuesques. Dernièrement encore, le porte-parole d'un parti d'opposition a été emprisonné sur base des lois antiterroristes. Yonatan Tesfaye avait critiqué sur sa page Facebook la manière dont le gouvernement réprimait les protestations dans la région Oromo. Il a été inculpé pour incitation à des actes terroristes.

Le gouvernement détourne donc son arsenal antiterroriste contre l'opposition politique ?

Exactement. J'en profite d'ailleurs pour attirer l'attention de nos amis occidentaux sur le climat ultra-sécuritaire qui s'installe en France, en Belgique et ailleurs. Il faut prendre conscience du risque de voir les mesures antiterroristes détournées en Occident également. D'abord parce que ces gouvernements continuent à alimenter le terreau géopolitique et social sur lequel le terrorisme se développe. À quoi bon un État d'urgence si Hollande et Valls continuent à vendre des armes à l'Arabie saoudite, à bombarder la Syrie et à marginaliser toute une partie de la population ? Ensuite, ces gouvernements persévèrent dans leur politique d'austérité avec pour conséquence probable un durcissement des mouvements de protestation. Sans mettre un terme au terrorisme et alors que la colère sociale gronde, les gouvernements occidentaux vont donc se retrouver avec un appareil sécuritaire complètement renforcé. Vous voyez le tableau ? Les populations occidentales devraient se mobiliser avant qu'il ne soit trop tard.

Revenons à l'Éthiopie. Vous expliquiez qu'avec l'ethno-fédéralisme, le TPLF avait appliqué la bonne vieille recette coloniale : diviser pour régner. Quelles ont été les conséquences sur l'opposition politique ?

La plupart des mouvements d'opposition se sont développés sur des bases ethniques. Le problème n'est pas nouveau. Les différents régimes éthiopiens qui se sont succédé ayant été incapables d'appliquer le principe d'égalité des nationalités, des mouvements de résistance étaient apparus avec des revendications régionales et ethniques. Mais le phénomène a pris une ampleur encore plus importante avec le fédéralisme du TPLF. Il existe pourtant des partis multi-ethniques qui défendent l'unité éthiopienne à l'image de Ginbot 7. Mais ces différents mouvements peinent à s'attirer mutuellement pour collaborer. Ils sont multi-ethniques sur papier. Dans les faits, les divisions sont tellement importantes que chacun essaie de tirer la couverture à lui. L'opposition éthiopienne a besoin de discussions ouvertes et de débats pour dégager des compromis et établir une confiance entre ses différents acteurs. C'est ce que j'essaie de construire depuis plusieurs années en multipliant les contacts avec différents groupes. Car le risque est de voir l'Éthiopie disparaître avec la dictature du TPLF.

La fin du régime pourrait entraîner la dislocation du pays si les mouvements d'opposition continuent à prêcher pour leur seule paroisse. L'Éthiopie est pourtant un beau pays qui dispose de toutes les ressources nécessaires pour que chacun y trouve son compte. Cela doit passer par le développement d'un État réellement démocratique. L'agonie du TPLF offre cette opportunité. Mais si les mouvements d'opposition ne s'unissent pas, nous assisterons à la balkanisation de l'Éthiopie. C'est-à-dire la division du pays en une série de petits États autonomes. Et cela se fera sans doute dans la douleur.

Y a-t-il aussi des risques de voir la communauté Tigré prise pour cible ?

Oui, car le sentiment anti-Tigré est devenu très fort. De fait, les cadres du TPLF se sont octroyé les postes les plus importants au sein de l'appareil d'État. La privatisation de l'économie a permis à leurs membres corrompus de s'enrichir. Dans l'armée aussi, l'hégémonie du TPLF est manifeste. Le manque de diversité est encore plus interpellant que dans les armées de Sélassié ou de Mengistu. Sur les dix plus hauts gradés que compte l'armée au niveau national, neuf sont Tigré. Parmi les vingt-deux chefs de division armée, treize sont Tigré. Et on en retrouve dix autres sur les treize commandants de centres d'entraînement militaire. Au total, l'armée éthiopienne compte soixante-quatre généraux. Quarante-neuf d'entre eux sont Tigré. Le Dr. Berhanu Balcha, membre du bureau scandinave du réseau des universitaires éthiopiens, tacle sèchement la

mainmise du TPLF : *“Selon les principes de sa propre idéologie sur la juste et égale représentation des groupes ethniques, le TPLF, qui représente la province du Tigré avec 6 % de la population éthiopienne, aurait dû assumer un rôle minoritaire. Pour autant que son intention n’était pas d’imposer l’hégémonie d’une minorité ethnique à travers le fédéralisme ethnique. Parce qu’il a manœuvré à l’opposé des règles de son propre jeu, le TPLF opère comme un instrument de coercition et de domination plutôt que d’œuvrer pour l’égalité et la liberté. [...] La composition ethnico-fédérale de l’Éthiopie a été caractérisée par un monopole économique, une domination militaire et la suppression brutale des droits de la majorité du peuple éthiopien par le TPLF. En bref, le projet de fédéralisme ethnique en Éthiopie est devenu un outil pour l’exécution et la protection de la position hégémonique de la minuscule minorité des élites Tigré qui ont cherché à avoir la mainmise sur les ressources que l’État éthiopien contrôle et génère.”* [8]

Le ressentiment contre les Tigré est donc important. Pourtant, l’élite corrompue du TPLF est loin de représenter l’ensemble de la population Tigré. Au contraire, les habitants de cette région sont autant victimes du TPLF que le reste des Éthiopiens. En renversant Mengistu, le Front de Libération du Peuple du Tigré avait promis d’améliorer le niveau de vie dans cette région parmi les plus pauvres d’Éthiopie. Mais tous les projets de Zenawi ont capoté. Aujourd’hui, les cadres du TPLF ne pensent qu’à s’en mettre plein les poches. Ils avaient promis la sécurité alimentaire pour leur région. Ils disaient : “l’industrie est le futur du Tigré”. Ils voulaient construire une ligne de chemin de fer stratégique entre Woldiya, un important centre commercial de la région Amhara, et Mekelle, la capitale du Tigré. Rien de tout cela n’a vu le jour. Près d’un million de Tigré dépendent toujours de l’aide alimentaire pendant que les cadres du TPLF placent leur argent dans des paradis fiscaux. En fait, le peuple du Tigré est doublement victime. Il subit la dictature du TPLF et reste confiné dans la misère comme tous les autres Éthiopiens. Mais il doit aussi composer avec la colère des autres nationalités à son égard.

La situation est telle que de jeunes officiers qui étaient membres du TPLF ont créé leur propre organisation, le Mouvement Démocratique du Peuple Tigré (TPDM). Quand vous leur demandez pourquoi avoir lancé un tel mouvement alors que leurs frères sont au pouvoir, ils vous répondent : *“Nous nous battons pour deux choses. 1. Pour réconcilier le peuple du Tigré avec le reste de l’Éthiopie. Parce que le TPLF a détourné notre combat malgré tous les sacrifices que nous avons consentis. Ils ont créé un antagonisme entre les Tigré et les autres Éthiopiens en commettant des crimes en notre nom. La seule façon pour les Éthiopiens de connaître la vérité est de combattre le TPLF. 2. Construire une relation stable et amicale avec l’Érythrée. Le TPLF a voulu les*

envahir mais les Érythréens sont nos voisins et nous n'avons aucune raison de nous entre-tuer."

L'an dernier, des révoltes ont éclaté dans les régions Oromo et Amhara avant de s'étendre ailleurs dans le pays. Avant cela, ce sont les musulmans d'Éthiopie qui avaient fait entendre leur colère dans des manifestations retentissantes entre 2011 et 2013. Quelles étaient leurs revendications ?

Ils protestaient contre l'ingérence du TPLF dans les élections au Conseil suprême des affaires islamiques, l'organe officiel de représentation des musulmans en Éthiopie. Dès le début de l'année 2012, la communauté musulmane d'Addis-Abeba a commencé à manifester pacifiquement pour dénoncer les manœuvres du TPLF. Mais le 13 juillet, des policiers ont fait irruption dans la mosquée d'Awalia, dans le nord-ouest de la capitale. Ils ont battu des hommes et des femmes et ont procédé à des arrestations dans la mosquée. Après cet incident, le mouvement de contestation a pris de l'ampleur. La répression n'en est devenue que plus forte : arrestation massive de manifestants, de journalistes et de représentants religieux ; passages à tabac et torture... Ces violences ont été dénoncées par des associations comme Amnesty International.

La Constitution de 1995 devait pourtant garantir la liberté de culte et la séparation des Églises et de l'État. Comment expliquer cette ingérence du gouvernement ?

Au regard de l'histoire des musulmans d'Éthiopie, la Constitution marquait effectivement une avancée notoire. Selon une certaine tradition, les compagnons du Prophète Mohammed auraient débarqué dans le royaume d'Axoum, au nord de l'actuelle Éthiopie, pour fuir les persécutions à La Mecque. Dans les siècles qui ont suivi, l'islam s'est étendu depuis la péninsule arabique pour traverser la mer Rouge et gagner les côtes d'Abyssinie. Avec le commerce, il s'est diffusé dans l'est et le sud de la Corne de l'Afrique. Le sultanat du Choa a ainsi vu le jour au IXe siècle. En 1270, Yekuno Amlak établit une nouvelle dynastie salomonienne sur les ruines de l'ancien empire d'Axoum. Le monarque revendiquait une filiation avec le roi Salomon et la reine de Saba. Et l'Église chrétienne orthodoxe devenait un pilier du pouvoir. Par la suite, de Galawdewos à Sélassié en passant par Theodoros ou Menelik II, les monarques s'inscriront dans cette même lignée, présentant l'Éthiopie comme une île chrétienne entourée de musulmans. Il faudra attendre la dictature de Mengistu pour que les musulmans d'Éthiopie se voient reconnus comme citoyens à part entière. Mais le lieutenant-colonel maintiendra, au nom de l'unité éthiopienne, une main de fer sur la communauté musulmane comme sur l'ensemble de la population.

Quand Zenawi prend le pouvoir en 1991 à travers la coalition de l'EPDF, il garantit effectivement la séparation des Églises et de l'État. Il instaure en outre le fédéralisme ethnique. Le développement d'une administration décentralisée permet alors aux nationalités qui avaient été marginalisées d'accéder aux rouages de l'État. Évidemment, Zenawi et le TPLF gardent les postes-clés. Mais dans un premier temps, ce semblant de libéralisation entraîne l'adhésion des musulmans à travers différents groupes ethniques. L'ouverture du TPLF voit en outre différents courants religieux se développer en Éthiopie. Par exemple, les chrétiens pentecôtistes des États-Unis s'infiltrèrent dans la société. Ils ont des moyens importants, produisent des émissions de télévision et convertissent beaucoup de monde. Les wahhabites acquièrent également une importance croissante. En fait, le TPLF est ouvert à tout. Si vous voulez détruire l'Éthiopie, il suffit de remettre une grosse enveloppe et le TPLF acceptera.

Le TPLF n'est pas si ouvert que ça visiblement puisqu'il tente de contrôler les organisations musulmanes...

L'ouverture a en effet posé problème à Zenawi. Il n'aura pas fallu longtemps pour mettre le pouvoir en alerte. Entre 1995 et 1996, une vague d'attentats traverse le pays. On assiste même à une tentative d'assassinat du président égyptien Hosni Moubarak alors en visite à Addis-Abeba. Zenawi pense alors avoir fait entrer le loup dans la bergerie. *“L'ouverture offerte par le régime au début des années 1990 a permis de connecter l'islam éthiopien à un “islam global”, que ce soit par la littérature ou les échanges universitaires, souligne le chercheur Jean-Nicolas Bach. Cette connexion a ouvert une fenêtre à la politisation de l'islam et attisé les peurs des responsables politiques vis-à-vis des mouvements réformistes (salafisme, wahhabisme). Elle a également accentué la méfiance vis-à-vis des connexions internationales supposées de ces groupes “salafistes/wahhabites” avec le terrorisme. Cette lecture se trouve confortée par au moins trois facteurs : la représentation historique persistante d'une menace extérieure associée aux musulmans (menaçant l'unité et la stabilité du pays) ; le déclenchement dans les années 1990 de la lutte contre le terrorisme, qui s'accroît à partir du 11 septembre 2001 ; et l'engagement armé de l'Éthiopie en Somalie qui prend de nouvelles proportions à partir de 2006 et de la “menace” posée par l'Union des Tribunaux islamiques à Mogadiscio, puis des Harakat al-Shabaab al-Mujahidin (Shabaab).”*

Zenawi s'est donc montré plus méfiant à l'égard de l'islam. Pas pour les problèmes que les courants les plus réactionnaires pouvaient poser à l'Éthiopie. Mais pour les risques qu'ils faisaient courir à son autorité. D'autant plus que l'islam était un vecteur de convergence pour certains groupes d'opposition qui transcendaient les clivages ethniques. Une horreur pour Zenawi ! Il avait fait du fédéralisme ethnique un instrument de domination. Pour lutter contre cette

nouvelle tendance, le TPLF va défendre un islam traditionnel soufi en opposition aux courants réformistes apparus plus récemment. Il va ainsi nommer de nouveaux membres au sein du Conseil suprême des affaires islamiques pour promouvoir Al-Ahbash, l'Association des Projets charitables islamiques. Ce mouvement a été fondé au Liban dans les années 60 par un cheik soufi éthiopien. Abdullah al-Harari était originaire de Harar, le cœur historique de l'islam éthiopien. Al-Ahbash a étendu sa sphère d'influence un peu partout dans le monde et plus particulièrement en Éthiopie. Comme il est opposé d'un point de vue dogmatique au salafisme et aux Frères musulmans et qu'il se présente comme un mouvement modéré prônant la stabilité, Al-Ahbash jouit du soutien des autorités éthiopiennes.

Mais tous les musulmans d'Éthiopie n'acceptent pas Al-Ahbash...

C'est sûr. Nous assistons donc à une démocratisation des mouvements musulmans qui demandent au gouvernement de ne pas interférer dans leurs affaires. Si le TPLF va trop loin, la radicalisation de la communauté musulmane pourrait se développer. Les missionnaires pentecôtistes continuent par ailleurs leur mission de pacification mais n'hésitent pas à critiquer l'Église orthodoxe. Le gouvernement a tenté de prendre quelques mesures de rétorsion en interdisant le financement des associations religieuses par des fonds étrangers. Sans beaucoup de succès. À côté de ça, il y a la pauvreté et les contradictions de classes... Tout cela fait un cocktail particulièrement explosif.

La révolte des Éthiopiens dépasse même les frontières du pays. En mai 2015, ce sont les Falashas, les juifs d'Éthiopie, qui faisaient entendre leur colère en Israël. Quelles étaient les origines de ces manifestations sévèrement réprimées ?

Tout d'abord, l'Éthiopie est un pays multinational et multi-religieux. Les trois grandes religions monothéistes ont une présence historique en Éthiopie. Les juifs éthiopiens sont des Éthiopiens. Certes, ils vivent en minorité dans les montagnes du Nord des chrétiens orthodoxes, dans les provinces du Gondar et du Tigré. Mais historiquement, ils n'ont aucun lien avec Israël ni avec la Palestine.

Comment se sont-ils retrouvés en Israël alors ?

L'histoire d'Israël repose sur un mythe. Le peuple juif aurait fui la Palestine romanisée et, après deux mille ans d'errance, serait revenu sur sa "terre promise". En réalité, l'historien Shlomo Sand^[9] a parfaitement démontré que la notion de peuple juif est caduque et que l'exil n'a jamais eu lieu. Le bassin méditerranéen a par contre connu une importante expansion du judaïsme entre le IIe siècle avant Jésus-Christ et le IIe siècle après Jésus-Christ avec la conversion

de nombreux païens. La montée du christianisme d'abord et celle de l'islam ensuite a freiné le prosélytisme juif. Mais le judaïsme a malgré tout gagné certaines régions de la péninsule arabique et du Maghreb. Et au VIIe siècle, on a assisté à une conversion de masse dans le royaume khazar, entre la mer Noire et la Mer Caspienne. Les ashkénazes sont ainsi pour la plupart des descendants des Khazars.

Les sionistes ont construit cette histoire de peuple juif pour justifier la création d'Israël sur le territoire palestinien. Mais tous les juifs n'étaient pas forcément sensibles à cet appel au retour sur la terre promise. Une tuile pour les sionistes car il fallait peupler l'État colonial et les juifs ne pouvaient pas y être minoritaires. C'est dans ce contexte que des attentats ont été perpétrés dans des synagogues irakiennes par un réseau clandestin de sionistes. L'idée était d'effrayer les juifs d'Irak pour les faire fuir en Israël. Naeim Giladi faisait partie de ce réseau[10]. Il raconte comment son père l'a mis en garde quand il a manifesté son désir de partir en Israël. « *Tu nous conduis au désastre, lui a dit son père. Nous sommes juifs et nous sommes arabes. Tu ne dois pas croire ces gens qui t'ont embrigadé. Toute notre vie est ici. Un jour, tu reviendras la queue entre les jambes.* » Dans *Discord in Zion*, un autre Giladi raconte comment des juifs séfarades ont tout quitté pour rejoindre Israël[11]. Il y avait des avocats, des médecins ou des enseignants qui occupaient une bonne position dans la société irakienne par exemple. Mais arrivés en Israël, ils ont subi le racisme des ashkénazes, ils étaient considérés comme des moins que rien. Des séfarades de la seconde génération vont d'ailleurs créer une branche israélienne du mouvement des Black Panthers pour protester contre cette ségrégation.



Manifestation de juifs éthiopiens en Israël.

Et les juifs éthiopiens dans tout ça ?

Depuis sa création, Israël a considérablement étendu son territoire. Mais cela a posé un défi démographique de taille aux sionistes. Ils ont donc fait venir des juifs de partout pour peupler l'État colonial avec la loi du retour qui permet à tout juif de prétendre à la nationalité israélienne. Les Falashas d'Éthiopie ont commencé à débarquer à partir des années 80. On estime qu'ils seraient aujourd'hui 120.000 en Israël, dont 80.000 nés sur le sol israélien. Mais depuis les années 2010, alors que la crise économique frappe aussi Israël, le gouvernement d'extrême droite de Benyamin Netanyahu s'active à couper le flux des migrants venant d'Éthiopie. Pire, une enquête révélait en 2012 que le ministère de la Santé avait contraint les Éthiopiennes juives à prendre un contraceptif durable avant de les autoriser à s'installer en Israël. En une dizaine d'années, ce procédé aurait fait chuter le taux de natalité des juifs éthiopiens de 50 %.[\[12\]](#)

De fait, les Falashas sont considérés comme des citoyens de seconde zone et subissent une discrimination terrible. Par exemple, en 2013, un don de sang d'une députée noire a été refusé. La consigne venait du Ministère de la Santé qui craignait que le sang des juifs éthiopiens propage des maladies comme le sida. Près de 40 % des familles éthiopiennes vivent en dessous du seuil de pauvreté alors que la proportion est de 16 % pour l'ensemble de la population juive d'Israël. De plus, les prisons pour mineurs sont remplies à 40 % par des Éthiopiens. Tous ces problèmes ont amené les Falashas à se révolter l'an dernier, après la diffusion d'une vidéo montrant un soldat juif éthiopien agressé sans raison par des policiers. Comme pour les sépharades par le passé, les nouvelles générations des Falashas sont plus revendicatives. J'espère que toutes les forces démocratiques d'Israël pourront s'unir aux victimes de l'apartheid et aux travailleurs qui subissent les mesures d'austérité. S'ils joignent leurs efforts contre ce gouvernement d'extrême droite, il pourrait y avoir des changements en Israël et peut-être même, un large front uni avec les Palestiniens.

En Éthiopie aussi, une union des forces progressistes est nécessaire. Pensez-vous que les mouvements d'opposition parviendront à dépasser les clivages ethniques ?

C'est absolument vital. J'ai connu personnellement des cadres du TPLF dont Zenawi. D'abord dans les mouvements estudiantins lors des manifestations contre Sélassié. Ensuite, à la chute du Derg, il y avait beaucoup d'espoir et j'ai servi le gouvernement comme diplomate. Mais je me suis rapidement heurté à la vacuité politique des dirigeants du TPLF et j'ai quitté mon poste. Ces bandits n'avaient pas de projet pour l'Éthiopie. Ils ne pensaient qu'à s'enrichir et ils ont tout vendu : les entreprises nationales, les terres agricoles et même les enfants ! De jeunes Éthiopiennes sont ainsi réduites à l'esclavage dans les monarchies du

Golfe. Leurs employeurs confisquent leur passeport puis les font travailler dans des conditions terribles.

Aujourd'hui, les jours du TPLF sont comptés. Le gouvernement vient d'ailleurs de décréter l'état d'urgence. Je ne pense pas qu'il pourra contenir encore longtemps la pression populaire. Le TPLF a fait de l'Éthiopie un État échoué. Mais ce pays dispose d'importantes ressources et occupe une position stratégique. L'Éthiopie a l'opportunité d'écrire une nouvelle page de son Histoire. Après avoir connu les dictatures de Sélassié, du Derg et du TPLF, elle peut redresser la tête. Il faudra cependant que les mouvements d'opposition s'unissent pour construire l'avenir. Avec la patience et le dialogue, c'est possible. De manière générale, les problèmes de la Corne de l'Afrique pourraient être résolus de cette manière. C'est ce que l'Érythrée préconise depuis longtemps : réunir les acteurs locaux autour de la table et discuter sans interférence des puissances étrangères. Les pays de l'Afrique de l'Est ont un intérêt commun à voir la région se développer. Le chaos en Somalie, les guerres fratricides, les divisions soudanaises et peut-être la balkanisation de l'Éthiopie... Tout cela n'est pas dans l'intérêt des Africains.

Avec la chute du TPLF, les Etats-Unis pourraient perdre un allié de taille en Afrique. Pensez-vous qu'ils pourraient tenter de sauver le régime ?

Je ne vois pas comment. L'impérialisme ne fait pas de miracle. Les dirigeants éthiopiens ont longtemps masqué la réalité. Ils ont même payé pour gagner le soutien des Etats-Unis. Vous savez, chez les impérialistes aussi vous trouvez des gens paresseux qui n'essaient pas de comprendre le monde et que l'on peut acheter en profitant de leurs ambitions personnelles. Hillary Clinton fait partie de ces gens-là. Dans son livre *Clinton Cash*^[13], le journaliste Peter Scwheizer enquête sur les financements de la Fondation Clinton et des campagnes de Hillary. Il explique notamment qu'en mai 2007, Mohammed al-Amoudi, le milliardaire saoudien d'origine éthiopienne dont nous avons déjà parlé, avait fait un don de 20 millions de dollars à la Fondation Clinton.

Une association éthiopienne active dans la défense des droits humains avait prévenu Bill Clinton que ce don était une tentative d'influencer la politique des Etats-Unis à l'égard de l'Éthiopie. En effet, lorsqu'Amoudi avait fait ce don, un membre du Congrès US venait d'introduire un projet de loi visant à revoir les relations américano-éthiopiennes. Pour le député Donald Payne, l'argent que les Etats-Unis envoyaient chaque année à l'Éthiopie — des millions de dollars venant des contribuables — devait être conditionné à un progrès des droits humains. Une tuile pour le TPLF et Amoudi qui s'enrichissaient sur le dos des Éthiopiens en réprimant toute forme de contestation. L'association éthiopienne avait donc prévenu les Clinton : *“Nous avons des raisons de penser que cette énorme donation a été faite pour le compte du gouvernement éthiopien. [...]*

Cheikh Amoudi, le propriétaire du célèbre Hotel Sheraton éthiopien, n'est pas vraiment connu pour sa philanthropie. Des organisations locales luttant contre le sida avaient demandé des sommes dérisoires au milliardaire, mais elles ont été rejetées. Alors, pourquoi un homme fortuné venant d'un des pays les plus pauvres du monde dit non aux organisations de son pays, mais crache facilement 20 millions de dollars pour une organisation américaine basée à des milliers de kilomètres ? [...] Le travail de la Fondation Clinton en Éthiopie est lâchement entremêlé aux opérations du gouvernement. Nous vous conseillons vivement d'aller au-delà du gouvernement et de chercher des organisations communautaires indépendantes qui travaillent étroitement avec les pauvres.” L'association éthiopienne n'a jamais eu de réponse. Ensuite, Hillary Clinton est devenue Secrétaire d'État. Et malgré les craintes sur la corruption et les droits humains, les Etats-Unis ont continué à envoyer de l'argent au gouvernement éthiopien.

Si Hillary Clinton devient présidente des Etats-Unis, le TPLF aura donc un allié de choix à la Maison-Blanche ?

Il faudrait déjà que le TPLF tienne jusque-là. Or, je pense qu'il est trop tard pour sauver ce régime corrompu. Et je pense aussi que les Etats-Unis le savent. L'Éthiopie est un État échoué que le TPLF ne peut plus contrôler. Ses leaders ne font que brandir des portraits de Zenawi. Ils vivent à travers un fantôme. Mais ils ne contrôlent plus rien.

Mais vous disiez que les Etats-Unis n'avaient pas de plan B pour remplacer le gouvernement actuel. Que pourraient-ils faire alors ? Une croix sur l'Éthiopie ?

Nous avons vu, dans la *Stratégie du chaos*^[14], comment l'impérialisme US est entré en crise. D'une part à cause de la montée en puissance des pays émergents. D'autre part à cause des fiascos militaires d'Afghanistan et d'Irak. Après la chute de l'Union soviétique, les Etats-Unis pensaient pouvoir dominer le monde. Ce devait être la “Fin de l'Histoire”. Mais l'ascension des BRICS, principalement la Chine et la Russie, nous a fait passer d'un monde unipolaire à un monde multipolaire. Les Etats-Unis ne sont plus en mesure de tout contrôler. C'est pourquoi ils appliquent la stratégie du chaos. À défaut de pouvoir dominer les pays du Tiers-Monde riches en matières premières, il faut pouvoir priver les concurrents de ces accès nécessaires à leur développement.

Comme l'analyse Saïd Bouamama, à chaque âge du capitalisme correspond un type de domination^[15]. La colonisation a marqué la naissance et l'enfance du capitalisme. “*Le pillage et la destruction des civilisations amérindiennes ainsi que l'esclavage ont été les conditions pour que le mode de production capitaliste puisse devenir dominant dans les sociétés européennes*, explique Saïd

Bouamama. *La colonisation n'est ensuite que le processus de généralisation des rapports capitalistes au reste du monde.*” Le deuxième âge du capitalisme est marqué, au vingtième siècle, par la formation des monopoles. « *Ce sont progressivement de grands groupes industriels qui dirigent l'économie et le capital financier devient prépondérant,* poursuit Saïd Bouamama. *Le lien physique et subjectif entre le propriétaire et sa propriété disparaît au profit du lien entre le coupon de l'action boursière et l'actionnaire. Le grand colon propriétaire terrien cède la première place à l'actionnaire des mines. Cette nouvelle structure du capitalisme appelle une nouvelle forme de la domination politique, le néocolonialisme.*”

Aujourd'hui, le capitalisme est entré dans une phase sénile avec des crises à répétition qui ne laissent entrevoir aucune reprise. “*La conséquence en est une quête du profit maximum par n'importe quels moyens. Dans cette concurrence exacerbée en situation d'instabilité permanente, le contrôle des sources de matières premières est un enjeu encore plus important que par le passé. Il ne s'agit plus seulement d'avoir pour soi-même un accès à ces matières premières, mais aussi de bloquer l'accès à ces ressources pour les concurrents. [...]*À la mutation de la base matérielle du capitalisme correspond une mutation des formes de la domination politique. L'objectif n'est plus principalement d'installer des gouvernements “fantoche” qui ne peuvent plus résister durablement aux colères populaires. Il est de balkaniser par la guerre afin de rendre ces pays ingouvernables. De l'Afghanistan à la Somalie, de l'Irak au Soudan, le résultat des guerres est partout le même : la destruction des bases mêmes des nations, l'effondrement de toutes les infrastructures permettant une gouvernabilité, l'installation du chaos. Il s'agit désormais de balkaniser les nations.”

Les Etats-Unis seraient donc prêts à voir l'Éthiopie sombrer ?

Ils n'ont pas beaucoup d'autres choix. Le fédéralisme et la balkanisation sont devenus les nouveaux ingrédients de l'impérialisme. Regardez ce qu'ils ont fait en Libye. Les impérialistes ont exacerbé les tensions entre les tribus de la Cyrénaïque et le pouvoir central. Aujourd'hui, le pays est en proie au chaos. Le fédéralisme et la partition de la Libye sont évoqués pour sortir de l'impasse. Même chose en Syrie. L'Otan et ses alliés ont fait voler en éclat la mosaïque confessionnelle de cet État laïc en soutenant des groupes sectaires. La balkanisation de la Syrie pourrait accoucher de petits États définis par leur nature religieuse ou ethnique : un État pour les sunnites, un autre pour les alaouites, un autre pour les Kurdes, etc. Parce qu'ils ne sont pas capables d'imposer des gouvernements fantoches à la place des régimes attaqués, les impérialistes semblent se diriger vers un morcellement du Moyen-Orient. Et ils peuvent tirer profit de cette situation. En effet, en liquidant les derniers bastions

du nationalisme arabe, les Etats-Unis vont se retrouver avec une région morcelée en petits États antagonistes qui ne présentera plus beaucoup de danger. De plus, cette politique de la terre brûlée n'empêche pas les impérialistes de se ménager des territoires où ils peuvent encore faire fructifier leurs intérêts. L'exemple du Kurdistan irakien est significatif. Depuis la chute de Saddam et le démantèlement des structures étatiques, l'Irak a sombré dans le chaos. Mais le Kurdistan irakien est à l'abri de la tempête. Et ses dirigeants en ont fait un eldorado pour les multinationales.

L'impérialisme fonctionne comme ça aujourd'hui. Il cherche les facteurs de division pour détruire des pays, mieux contrôler certaines régions et bloquer le développement de ses concurrents. L'impérialisme va ainsi exacerber les tensions religieuses ou ethniques. Et s'il n'est pas possible de diviser un peuple sur ces bases-là, il trouvera autre chose. Il créera un fédéralisme entre les hommes et les femmes ou bien entre les gens de grande taille et les petits !

En Éthiopie, avec le fédéralisme ethnique, les bases de la balkanisation sont déjà posées...

La création de l'Éthiopie moderne s'est réalisée à travers un processus de centralisation du pouvoir qui a assimilé le nationalisme éthiopien à la culture de la classe dominante. Ménélik II puis Hailé Selassié ont ainsi imposé la culture amhara à l'ensemble de la population sans tenir compte de la diversité du pays. Cela a créé un déséquilibre entre le centre de l'Éthiopie, où était concentré le pouvoir, et la périphérie où vivaient de nombreuses ethnies. Avec la révolution de 1974, le Derg avait promis que toutes les nationalités seraient traitées sur un même pied d'égalité. Mais Mengistu s'est montré incapable de démocratiser l'Éthiopie, si bien que le chauvinisme amhara a perduré. Le TPLF est allé plus loin en instaurant le fédéralisme ethnique. Le découpage de l'État en régions relativement autonomes devait garantir un meilleur partage du pouvoir politique et des richesses. Dans les faits, l'élite Tigré a gardé le monopole du pouvoir et la périphérie a continué à survivre avec les miettes du revenu national. Ce déséquilibre permanent entre le centre et la périphérie a effectivement posé les bases d'une division de l'Éthiopie, les mouvements d'opposition se développant pour la plupart sur des bases ethniques. D'abord parce que le nationalisme éthiopien était perçu comme un instrument de domination de la classe dirigeante. Ensuite parce que le TPLF a officialisé les divisions avec le fédéralisme et s'est employé à saper toute forme d'héritage du nationalisme éthiopien.

Le TPLF avait tort dans son analyse. Le principal problème de l'Éthiopie n'est pas l'égalité des nationalités. Le principal problème est la domination d'une classe sociale sur l'ensemble de la population ; une classe sociale qui par le passé a imposé sa culture ; une classe sociale qui, hier comme aujourd'hui,

monopolise le pouvoir et les richesses. Le salut de l'Éthiopie passera donc par un État réellement démocratique. Et quand je parle de démocratie, il ne s'agit pas seulement d'aller glisser un bulletin de vote dans une urne tous les quatre ou cinq ans. Non, il faut un État qui garantisse un partage équitable du pouvoir et des ressources. Alors, la diversité ne sera plus un problème, mais une source de richesses.

Source: [Investig'Action](#)

[1] Eric Hobsbawm, *Les bandits*, Ed. Zones, 2008.

[2] John Markakis, *Ethiopia. The Last Two Frontiers*, James Currey, 2011

[3] Jacques Bureau, *Éthiopie. Un drame impérial et rouge*, Editions Ramsay, 1987

[4] *Meles Zenawi est mort, premier ministre éthiopien*, sur [Huffington Post](#), 21 août 2012.

[5] Markakis, *ibid.*

[6] Voir *We Say the Land is Not Yours* (2015) sur [oaklandinstitute.org](#)

[7] Markakis, *ibid.*

[8] Berhanu Balcha, A minority domination and ethnic federalism in Ethiopia, 2009. Consultable en ligne sur [ethiomeia.com](#)

[9] Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, Flammarion, 2010.

[10] Naeim Giladi, *Ben-Gurion's Scandals: How the Haganah and the Mossad Eliminated Jews*, Dandelion Books, 2003.

[11] G.N. Giladi, *Discord in Zion : Conflict Between Ashkenazi and Sephardi Jews in Israel*, Interlink Publishing Group Incorporated, 1990

[12] Mathieu Olivier, Juifs mais Éthiopiens, Israël ne veut plus d'eux, in [Jeune Afrique](#), 3 juillet 2013.

[13] Peter Scwheizer, *Clinton Cash : The Untold Story of How and Why Foreign Governments and Businesses Helped Make Bill and Hillary Rich*, Harper Paperbacks, 2015

[14] Michel Collon et Grégoire Laliou, *La stratégie du chaos, impérialisme et islam. Entretiens avec Mohamed Hassan*, Editions Investig'Action-Couleur Livres, 2011.

[15] Saïd Bouamama, *Colonialisme, néocolonialisme et balkanisation : Les trois âges d'une domination*, sur [Investig'Action](#), 9 mai 2016.

Mohamed Hassan est un ancien diplomate éthiopien, spécialiste du monde arabe et de la Corne de l'Afrique. Grégoire Laliou est journaliste, membre du collectif Investig'Action depuis 2009. Retrouvez [La Stratégie du chaos](#) (en e-book) et [Jihad made in USA](#) sur notre boutique.